

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale de droit français

RAPPORT ANNUEL - DÉCEMBRE 2024

Société de Gestion
Amundi Asset Management

Sous déléguataire de gestion comptable en titre
Caceis Fund Administration

Dépositaire
CACEIS BANK

Commissaire aux Comptes
DELOITTE

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Sommaire

	Pages
Compte rendu d'activité	3
Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue	16
Informations spécifiques	17
Informations réglementaires	18
Certification du Commissaire aux comptes	25
Comptes annuels	30
Bilan Actif	31
Bilan Passif	32
Compte de résultat	33
Annexes aux comptes annuels	35
Informations générales	36
Evolution des capitaux propres et passifs de financement	42
Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés	44
Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat	50
Inventaire des actifs et passifs	54
Annexe(s)	83
Caractéristiques de l'OPC	84
Information SFDR	87

Compte rendu d'activité

Janvier 2024

La FED et la BCE ont conservé leur ton prudent et ont rappelé la nécessité de confirmer le ralentissement de l'inflation avant de commencer les baisses de taux. Néanmoins, le marché a interprété les messages des Banques Centrales comme plus accommodantes que prévu et a ajusté ses attentes en augmentant la probabilité d'une baisse de taux avant l'été. La zone Euro, dans une toute autre dynamique, enregistre une croissance de +0.5% en 2023. Certains pays sortent leur épingle du jeu, comme l'Espagne avec une croissance de +2.5% grâce au tourisme, et le Portugal à +2.3% porté par les exportations. La France enregistre +0.9% de croissance, alors que l'Allemagne, à la traîne, a vu sa croissance reculer de 0.3% en 2023. L'inflation du mois de décembre est également remontée à 2.9% sans surprise, tandis que l'inflation sous-jacente continue de ralentir, à 3.40%. Les tensions en mer Rouge restent contenues à ce stade mais présentent un risque sur l'inflation si elles venaient à persister, ayant déjà provoqué le triplement du prix du coût du transport maritime. Le taux à 10 ans américain termine le mois de janvier en hausse de 3 bps à 3.91%. En Zone Euro, le taux à 10 ans allemand affiche +14 bps de hausse à 2.17%, permettant une pentification du 2-10 ans de 11 bps, à -26bps. Les spreads italiens et espagnols se resserrent respectivement de 11 bps et 3bps. Le crédit enregistre quant à lui un resserrement de son spread moyen contre souverain de 9 bps, à 130bps. Sur le mois, le secteur financier est en tête avec une performance excédentaire de 57 bps, suivi par le secteur des services publics qui affiche une performance excédentaire de 44 bps. Les obligations financières à bêta élevé ont sous-performé les actifs plus sûrs ; les spreads des obligations Coco AT1 se sont écartés de 5 bps tandis que les spreads des obligations financières senior se sont resserrés de 6 bps. Tout au long du mois, le marché primaire est resté très actif. Les émissions d'obligations IG, en particulier dans le secteur financier, ont fortement augmenté, atteignant 98Bn d'euros à la fin du mois, soit le troisième meilleur début d'année jamais enregistré. Il convient de noter l'essor des obligations Tier 2, qui ont battu le record d'émissions sur le mois. Malgré ces difficultés, les marchés du crédit ont fait preuve de solidité, absorbant avec succès d'importants volumes de nouvelles émissions.

Février 2024

Les marchés obligataires restent sous l'influence de l'évolution de l'inflation et de ses déterminants. Les publications sont appréciées en absolu et par rapport au rythme de décélération anticipé. Par exemple, aux Etats-Unis, elle s'établit à 3,1% en janvier contre 2,9% prévus par les économistes et 3,4% le mois précédent. L'inflation américaine reste sur un rythme soutenu et portée par les services, le logement et les soins médicaux. Bien qu'en baisse, ce résultat au-dessus des attentes a engendré une envolée des taux longs américains et des doutes sur la trajectoire future. Et d'autant que l'économie américaine reste robuste : le PMI Manufacturier ressort à 50,3 en janvier, en hausse par rapport au mois précédent (47,9) et atteignant son plus haut niveau depuis plus d'un an. De même pour le secteur des services qui affiche un indice à 52,9 contre 51,4 le mois précédent. Le marché du travail américain s'est également montré résilient avec 353 000 emplois créés en janvier et le taux de chômage reste très bas (3,7%). En Zone Euro, les indicateurs d'activité s'améliorent : le PMI Manufacturier augmente à 46,6 (44,4 le mois précédent), son plus haut niveau depuis dix mois mais indique toujours une contraction de l'activité. Concernant l'indice PMI pour le secteur des services, il est en baisse passant de 48,8 à 48,4 en janvier. L'inflation s'établit à 2,8% en janvier contre 2,9% le mois précédent. La patience est désormais de mise pour les banquiers centraux, un assouplissement précoce présentant plus de risques notamment pour la Réserve fédérale. La BCE scrute les évolutions de salaires dont la tendance ne s'infléchit pas encore clairement même si elle ralentit pour la première fois depuis 18 mois, passant de +4,7% le trimestre précédent à +4,5%. Dans ce contexte, on observe une hausse des taux liée à une révision des anticipations de baisse des taux directeurs : juin semble désormais consensuel pour la première baisse d'une série révisée à 3 ou 4 pour 2024. Le taux à 10 ans américain termine le mois de février à 4.25% soit + 34bps par rapport au mois précédent. En Zone Euro, les taux sont également en hausse sur le mois avec le taux à 10 ans français qui ressort fin février à 2.88% (+22 bps) tandis que le Bund allemand affiche 2.41% (+25 pdb). La révision des anticipations de baisse pèse encore plus sur la partie courte (+47bps pour le 2 ans allemand) entraînant un aplatissement des courbes. Les marchés du crédit ont continué leur progression en février, continuant d'offrir aux investisseurs des niveaux attractifs. L'indice Bloomberg Euro Aggregate Corporate a enregistré une performance absolue de -88 bps et une performance relative de 47 bps. Cette performance relative positive a été menée par le secteur financier avec un excédent de rendement de 64 bps, suivi des services publics qui ont affiché un excédent de performance de 42 bps. Les financières à haut bêta ont surperformé les actifs plus sûrs ; les spreads des obligations Coco AT1 se sont

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

resserrés de 29 bps tandis que les spreads des financières senior se sont resserrés de 12 bps. L'indice crédit s'est resserré de 10 bps sur le mois. Février a marqué un mois record en termes de volumes d'émission, avec un total de 66 milliards d'euros, principalement dans le segment IG. Les émissions primaires ont été largement sursouscrites, avec un grand nombre de demandes, ce qui a entraîné une compression des primes d'émission. Alors que la saison des résultats touche à sa fin, mars devrait voir des volumes encore élevés, signalant une activité soutenue et un intérêt montant pour le marché du crédit. Le fonds affiche une performance positive sur le mois de +0.12%. 80% du fonds est asset swappé donc seule une petite partie a profité du resserrement du swap spreads sur le mois. Notons que le swap spread est la composante principale du spread contre Etat qui rallye depuis plusieurs mois. Ce qui laisse de la place au spread contre swap de se resserrer sur la prochaine partie de l'année. Le marché primaire a continué sa progression en février et nous avons participé à plusieurs émissions offrant de la prime comme Siemens 2032, AP Moller 2032 ou encore Randstad 2029. Les performances sur le marché secondaire sont dispersées. Nous nous attendons à ce que le marché primaire maintienne cette allure en mars, et un marché du crédit qui restera d'autant plus solide si la BCE donne un timing sur sa première baisse de taux. Ainsi le principal focus du marché reste celui du timing des baisses de taux des 2 grandes banques centrales. Les économies des deux régions évoluent différemment et une divergence des politiques monétaires est au centre des discussions. L'activité économique continue de faire preuve de résilience permettant aux Banques Centrales de se focaliser sur les perspectives d'inflation. La Fed semble vouloir rester prudente et attendre d'autres données avant de vouloir et pouvoir baisser ses taux. Quant à la BCE, le risque d' "overtightening" pourrait venir casser cet élan positif. Aussi n'a-t-elle pas intérêt à mentionner un timing pour sa première baisse des taux ?

Mars 2024

Le mois de mars s'inscrit dans la continuité de la dynamique de cette année, les spreads de crédit continuant à se resserrer et se rapprochant des niveaux de 2021, même si le marché reste très dépendant des indicateurs macro-économiques. La BCE a maintenu ses taux directeurs ce mois-ci et le marché s'attend à une première baisse de taux d'ici juin. Aux États-Unis, le « soft landing » reste le principal scénario avec un marché de l'emploi robuste et des données d'inflation en baisse malgré une récente réaccélération qui ne change pas la vue d'ensemble. Dans ce contexte, l'indice Bloomberg Euro Aggregate Corporate a affiché une performance positive de +122 bps et une surperformance de 55 bps par rapport aux bons du trésor à durée équivalente. Le secteur des financières est celui qui a connu la meilleure progression (performance relative de +63 bps), avec un nouveau mois haussier pour les financières à bêta élevé, les spreads des obligations Coo AT1 se resserrant de 24 bps tandis que les spreads des financières senior se sont resserrés de 9 bps. Le mois de mars a encore battu des records en termes de volumes d'émission, avec 71 milliards d'euros, principalement sur le marché IG. Le marché HY a également été actif avec +14.5 milliards d'euros de nouvelles émissions. Les indices de crédit dans ces conditions se sont resserrés en mars. L'indice Itraxx Main est passé de 55bps à 54 bps avec un plus bas à 50.5bps. L'indice Itraxx CrossOver quant à lui s'est stabilisé autour de 300bps avec un plus bas à 285 bps. L'indice cash s'est resserré de 7bps. Sur le mois de mars, le portefeuille a affiché une performance totale de 0.70%. La sensibilité s'est quant à elle maintenue aux alentours de 0.55. Dans ce contexte macroéconomique, nous avons participé au marché primaire. Cette participation est restée sélective : la « New Issue Premium » a eu tendance à se réduire fortement étant donné les demandes importantes des investisseurs. Les « books » primaires étaient largement sursouscrits. Nous avons investi sur des corporates comme Immobiliaria Colonial 2029, Randstad 2031 et Amadeus 2029. Nous avons vendu en face de ces achats les primaires des mois précédents qui avaient bien performé ou des émissions ou nous ne voyions plus de valeur comme BPCE 2028, Enel 2026 et Sandoz Finance 2027. Nos perspectives de crédit restent positives, malgré les inquiétudes sur la manière dont le rythme et la trajectoire de la désinflation pèseront sur l'économie, le calendrier de la politique monétaire et l'impact sur les fondamentaux des entreprises de taux élevés à plus long terme. La classe d'actif Euro Crédit reste attrayante avec des rendements supérieurs dans l'espace IG et des fondamentaux solides, ce qui attire de nouveaux flux d'investisseurs.

Avril 2024

Avril a encore été un mois marqué par le tempo des Banques Centrales en écho à l'évolution économique. Aux États-Unis, la croissance du PIB au 1er trimestre a été inférieure aux attentes du consensus (+1.6% vs. 2.5%) mais la demande intérieure est restée bien orientée. En termes d'activité, la production industrielle de mars a montré une trajectoire positive tandis que l'ISM manufacturier est en hausse à 50.3, indicateur le plus haut et au-dessus du seuil de 50 depuis 16 mois. Cependant, si l'ISM manufacturier a surpris à la hausse, l'ISM des services a encore ralenti, passant de 52.6 à 51.4. Les derniers chiffres du S&P Flash PMI américain indiquent que l'activité commerciale a quelque peu ralenti en avril pour atteindre son niveau le plus bas en quatre mois, en raison d'une demande plus faible et d'un marché de l'emploi dans le secteur des services qui

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

montre des signes d'essoufflement. L'inflation américaine a montré des signes de stabilité avec un indice global à +0.4% en glissement mensuel, supérieur aux attentes (+0.3%) et de 3.5% en glissement annuel (contre 3.2%), tandis que l'inflation sous-jacente s'établit à +0.4% en glissement mensuel (contre des attentes de +0.3%) et est stable en glissement annuel (3.8 %). Le principal moteur a été la forte progression des services de base. Dans l'ensemble, les attentes concernant les dépenses personnelles, la conjoncture et les marchés du travail sont restées stables au cours des quatre derniers mois. En Europe, les indices Flash PMI d'avril pour la zone euro ont confirmé les signaux d'autres indicateurs selon lesquels l'économie se porte mieux, grâce à une nette amélioration dans le secteur des services, tandis que l'industrie manufacturière (étonnamment à la baisse) est toujours dans une situation difficile. L'indice PMI composite a atteint 51.4 (contre 50.3 en mars), un plus haut sur 11 mois, principalement grâce au secteur des services. En effet, l'indice PMI des services est passé de 50.2 à 51.5. La confiance des consommateurs européens s'améliore, bien que moins que prévu (de -14.9 à -14.7) et restant bien en-dessous de la moyenne à long terme. Elle tente de se normaliser progressivement, aidée par le ralentissement de l'inflation et les signes d'amélioration de la dynamique économique. L'inflation dans la zone euro a ralenti en mars, avec une baisse de 0.2% tant pour l'inflation globale (2.4% contre 2.6%) que pour l'inflation sous-jacente (2.9% contre 3.1%). La baisse de l'inflation des services et de l'inflation sous-jacente soutient l'idée d'une baisse des taux de la BCE d'ici le milieu de l'année. Dans ce contexte, tous les yeux sont rivés sur la dynamique de l'inflation, dont les services sont le principal moteur. Début avril, Jerome Powell a réaffirmé que la Fed avait le temps de réfléchir à sa première baisse de taux d'intérêt. Ensuite, les minutes du FOMC ont montré que la Fed n'était pas pressée de réduire les taux avec une dynamique de croissance indiquant une croissance plus forte que prévu au premier semestre, dans un contexte de consommation résiliente. En Europe, l'heure de la baisse des taux approche à grands pas pour la BCE. La désinflation se poursuivra, mais restera irrégulière. L'institution européenne a laissé sa politique monétaire inchangée, ouvrant la voie à une baisse des taux attendue par les marchés lors de la réunion de juin. Le taux américain à 10 ans a terminé le mois d'avril à 4.68%, en hausse de 48 points de base par rapport au mois précédent (4.20% à fin mars). Le taux français à 10 ans a terminé à 3.05% (+25 points de base), tandis que le Bund allemand est passé de 2.30% à 2,58% (+28 points de base). Les rendements italiens et espagnols se sont établis respectivement à 3.91% (+24 points de base) et 3.35% (+19 points de base). Avril est le premier mois où les spreads de crédit ne se sont pas resserrés, après une hausse continue de 6 mois. Les rendements sont toujours attractifs, à 3.9% et 6.8% respectivement pour l'Investment Grade et le High Yield, ce qui soutient toujours la demande sur le crédit et maintient la pression sur les spreads malgré la volatilité provenant des États-Unis. Du point de vue de la structure du capital, les obligations subordonnées ont également légèrement surperformé les obligations senior sur le mois. Dans ce contexte, l'indice Bloomberg Euro Aggregate Corporate a affiché un rendement total négatif de -85 points de base (en raison des mouvements des taux d'intérêt) et une surperformance de 20 points de base par rapport aux emprunts souverains. Etant donné que les spreads ont été relativement stables, le rendement excédentaire provient principalement de la composante de portage. Les secteurs de l'Énergie et de l'Immobilier ont le plus surperformé (+35 points de base de surplus chacun). Le marché primaire reste dynamique avec 64 milliards d'euros de nouvelles émissions, soit un peu moins que le mois dernier mais cela reste toujours un rythme élevé. Sur le mois d'avril, le portefeuille a affiché une performance totale de 0.24%. La sensibilité du portefeuille se situe à 0.58, soit 3pdb au-dessus du mois précédent. Peu de mouvements sont à signaler, les émissions de covered ayant été moins nombreuses que les mois précédents : nous avons investi sur Brenntag 2028 et revendu ALD 2028. Le principal focus du marché reste celui du timing des baisses de taux des 2 grandes banques centrales. L'activité économique continue de faire preuve de résilience permettant aux Banques Centrales de se focaliser sur les perspectives d'inflation. Le retour durable à la cible d'inflation semble plus compliqué pour les US. La Fed semble vouloir rester prudente et attend d'autres données avant de vouloir et pouvoir baisser ses taux. Pour la BCE, la baisse des taux arrivera-t-elle en juin ? Peut-on avoir une Dichotomie des politiques des banques centrales cet été avec une BCE qui baisse ses taux et une FED qui ne bouge pas ? La croissance américaine est toujours sur une tendance très solide cela explique pourquoi les risques de résurgence restent plus importants aux États-Unis qu'en Europe. La Fed a d'ailleurs signalé en fin de mois qu'elle devrait maintenir ses taux directeurs à un niveau restrictif pour une période plus longue.

Mai 2024

Le mois de mai a été rythmé par une situation économique et géopolitique variée. Outre-Atlantique, l'inflation reste une préoccupation majeure. Bien que cette dernière montre des signes de ralentissement passant à 3.4% sur un an en avril contre 3.5% le mois précédent et 0.3% sur un mois contre 0.4% le mois précédent, elle reste encore trop élevée selon la FED. Les secteurs des services, des logements et de l'énergie subissent encore des pressions inflationnistes importantes. L'inflation sous-jacente est encourageante passant de 3.8% en mars à 3.6% sur un an en avril. La politique monétaire restrictive de la FED continue de montrer des effets

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

tangibles sur l'inflation mais ne permet pas à Jerome Powell d'initier la baisse des taux. Ce dernier estime que les progrès réalisés ne sont pas suffisamment ancrés et souhaite surveiller de près les prochains indicateurs économiques pour ajuster sa politique en conséquence. La prochaine réunion de la FED aura lieu les 11 et 12 juin et les marchés estiment entre une et deux baisses de taux d'ici la fin de l'année 2024. Par ailleurs, l'économie américaine se montre moins dynamique que les mois précédents. Le PIB américain a été revu à la baisse avec 1.3% en rythme annualisé contre 1.6% et 2.5% selon les précédentes estimations. Alors que la consommation est l'un des principaux moteurs de croissance des Etats-Unis, les ménages, lassés de l'inflation persistante, semblent réduire leurs dépenses, impactant fortement la croissance américaine. Concernant la Zone Euro, l'inflation est restée stable en avril avec 2.4% sur un an, conforme aux prévisions. Les taux annuels d'inflation les plus bas sont en Lituanie (0.4%) et en Finlande (0.6%) et les taux les plus élevés ont été observés en Belgique (4.9%) et en Croatie (4.7%). Quant à la France, l'inflation sur un an en avril est à 2.4% stable par rapport au mois précédent. Ce sont principalement les services et l'alimentation qui contribuent significativement à l'inflation. Les tensions géopolitiques ajoutent de l'incertitude et perturbent les chaînes d'approvisionnement notamment sur les coûts de production et de transport. En termes d'activité, le PMI Manufacturier augmente à 47,4 (46.2 prévus) contre 45,7 le mois précédent, son plus haut niveau depuis quinze mois. Enfin, l'indice PMI pour le secteur des services reste stable à 53.3, inférieur aux prévisions (53.5). Au sujet de la croissance du PIB, la Commission européenne table sur une croissance de 0.8% en Zone Euro en 2024 et 1.4% en 2025 principalement portée par la consommation, l'emploi et la croissance des salaires. En effet, le marché du travail reste dynamique. Le taux de chômage observé en avril a baissé à 6.4%, son plus bas niveau historique et la croissance des salaires a augmenté avec 4.7% au premier trimestre 2024 sur un an contre 4.5% précédemment. La BCE, qui a pour le moment décidé de laisser ses taux directeurs inchangés, va s'appuyer sur ces dernières données économiques pour prendre sa décision lors de la prochaine réunion qui aura lieu le 6 juin prochain. Le défi est de trouver le moment approprié pour assouplir sa politique monétaire et ne pas entraver les efforts constatés sur l'inflation. Le marché européen du crédit a connu une volatilité minimale en mai, les spreads de crédit ont continué à se resserrer, les rendements étant plus attractifs qu'à n'importe quel moment de la dernière décennie, ce qui a favorisé un appétit durable pour la classe d'actifs. Dans ce contexte, le marché Euro IG a affiché un rendement total de 0.24% sur le mois et les spreads de crédit se sont resserrés de -5 points de base, terminant le mois à 107 points de base. Le taux du bund à 5 ans s'est écarté de 9 points de base, passant de 2.62% au début du mois à 2.71%. Les spreads des obligations IG non financières sont restés stables, tandis que les obligations financières se sont resserrées de 9 points de base depuis le mois d'avril. Le segment du High Yield s'est également bien comporté, avec un resserrement des spreads de 17 points de base au cours du mois, affichant un rendement total de 0,94%. Les actifs risqués ont surperformé les actifs plus sûrs, en fait, les AT1 bancaires ont affiché un rendement total de 1,87% sur le mois, suivis par les obligations hybrides avec un rendement total de 0.72%. Techniquement, la stabilité du marché a été soutenue par des fenêtres d'émissions primaires limitées en raison des nombreux jours fériés, cette offre restreinte a probablement contribué à empêcher un élargissement des spreads. L'émission primaire dans l'espace IG a totalisé 80,2 milliards d'euros pour le mois de mai. Malgré l'importance de l'offre, celle-ci ne suffit toujours pas à satisfaire la forte demande pour cette classe d'actifs. Avec un total de 12.4 milliards d'euros, les émissions High Yield ont également été robustes, en particulier vers la fin du mois, avec comme émissions notables celle du leader français de la franchise, le Groupe Bertrand, pour un montant de 1.15 milliard d'euros. Durant le mois, le marché Euro IG a enregistré une collecte nette de 743 millions d'euros (0,46% des actifs sous gestion), en hausse de 194 millions d'euros par rapport à avril. Le marché HY a connu une collecte nette de 235 millions d'euros (0.53% des actifs sous gestion), soit une forte augmentation de 216 millions d'euros par rapport à avril. Les deux marchés ont connu une forte croissance, le HY affichant un pourcentage de collecte légèrement supérieur. Nous continuons à maintenir des perspectives positives sur le crédit et à privilégier les valeurs financières par rapport aux valeurs non-financières. Nous estimons que le marché européen du crédit devrait rester stable, avec une faible volatilité qui persistera durant l'été. Les scénarios envisageables pour l'économie se sont réduits, suggérant que la situation économique évoluera vers un atterrissage en douceur. Cet environnement est propice au maintien des spreads de crédit serrés, à condition qu'il n'y ait pas de changements majeurs dans le paysage économique ou géopolitique. Les investisseurs devraient continuer à privilégier le crédit IG et HY en raison de leur stabilité relative et de leurs rendements attractifs.

Juin 2024

Le mois de juin a été rythmé par une situation économique contrastée entre la Zone Euro et les Etats-Unis, avec des défis persistants sur l'inflation et l'activité économique. Les tensions géopolitiques ajoutent également de l'incertitude sur les marchés et viennent renforcer les pressions économiques. En Zone Euro, l'inflation est en hausse sur le mois de mai avec +2.6% sur un an (en ligne avec les attentes) contre 2.4% en

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

avril. En France, l'inflation sur un an en mai est à +2.6% également en hausse par rapport au mois précédent (2.4%). Ce sont principalement les services et l'alimentation qui contribuent significativement. En termes d'activité, le PMI Manufacturier surprend à la baisse avec 45,6 contre 47.3 le mois précédent et alors que les prévisions tablaient sur 47.4. L'indice PMI pour le secteur des services diminue également passant à 52.6 contre 53.2 le mois précédent et inférieur aux prévisions (53.4). Ces baisses sont principalement liées à la baisse de la demande et une réduction de la production. Malgré ces chiffres préoccupants, l'inflation a considérablement reculé et les perspectives se sont nettement améliorées. Pour ces raisons, Christine Lagarde a décidé d'initier la baisse des taux directeurs de 25 points de base (pdb), une décision largement anticipée par les marchés. Suite à cette première baisse de taux qui intervient avant la Fed, les marchés estiment qu'il y aura deux nouvelles baisses de taux d'ici la fin de l'année, la première pouvant intervenir dès septembre. Le défi reste le même pour les prochaines réductions de taux, trouver le moment approprié pour assouplir davantage la politique monétaire et ne pas entraver les efforts constatés sur l'inflation. Outre-Atlantique, l'inflation reste également une préoccupation majeure. Bien que cette dernière montre des signes de ralentissement passant à +3.3% sur un an en mai contre +3.4% le mois précédent, elle reste encore trop élevée selon la Fed. Cette dernière a d'ailleurs revu à la hausse ses prévisions pour l'année 2024 à +2.6% contre +2.4% en mars dernier. Les secteurs des services, du logement et de l'énergie subissent encore des pressions inflationnistes importantes. L'inflation sous-jacente, excluant les prix volatils de l'alimentation et de l'énergie, est également encourageante passant de +3.6% à +3.4% sur un an contre +3.5% prévu. En termes d'activité, le PMI Manufacturier ressort à 51,7 en juin, en hausse par rapport au mois précédent (51.3) et plus élevé que prévu (51.0). De même pour le secteur des services qui affiche un indice à 55.1 contre 54.8 le mois précédent et 53.4 prévu. La politique monétaire restrictive de la Fed continue de montrer des effets tangibles sur l'inflation mais ne permet pas à Jerome Powell d'initier la baisse des taux. En effet, lors du dernier FOMC, J. Powell a maintenu les taux inchangés les laissant dans la fourchette 5.25%-5.50%. Il estime que les progrès réalisés ne sont pas suffisamment ancrés et souhaite observer cette tendance déflationniste sur plusieurs mois avant d'amorcer une réduction des taux. Le marché anticipe désormais une seule baisse de taux d'ici la fin de l'année contre trois en mars dernier. En juin 2024, le président français Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée nationale et a convoqué des élections législatives anticipées après que son alliance centriste ait subi des pertes importantes face au Rassemblement national d'extrême droite lors des élections au Parlement européen. Ce mouvement politique, motivé par la montée des sentiments nationalistes, a accru l'incertitude en France, impactant les marchés financiers comme en témoigne le spread entre les OAT françaises à 10 ans et les Bunds allemands à 10 ans qui s'est creusé de 30 bps. Dans ce contexte, le marché des obligations Euro Investment Grade a affiché un rendement total de 0,71 % sur le mois, le Bund à 5 ans s'est resserré de -26 bps, passant de 2,71 % au début du mois à 2,45 %, tandis que les spreads de crédit se sont élargis de 13 bps, terminant le mois à 121 bps et oscillant dans une fourchette comprise entre 108 et 124 bps. Cet élargissement a été influencé par les inquiétudes entourant les élections françaises, qui ont affecté les émetteurs d'entreprise et accru la volatilité du marché. Les actifs à haut bêta ont sous-performé les actifs plus sûrs ; en fait, les AT1 bancaires ont affiché un rendement total de -0,10 % sur le mois, suivis par les obligations hybrides avec un rendement total de 0,08 % tandis que les obligations High Yield ont affiché un rendement total de 0,50 % sur la même période. Le marché européen du crédit en juin a connu des niveaux d'activité variés. Les émissions Euro Investment Grade ont été importantes, mais le total des émissions pour le mois s'est élevé à environ 42,3 milliards d'euros, marquant le mois le plus faible de l'année. Cela a porté le volume cumulé depuis le début de l'année à 393,3 milliards d'euros, légèrement en deçà du rythme record de 2020, qui était de 417 milliards d'euros. Le mois a commencé avec des volumes hebdomadaires élevés mais a connu un ralentissement à la mi-juin en raison des événements géopolitiques et des réunions des banques centrales. De plus, les fonds Euro Investment Grade ont enregistré des flux de capitaux totalisant 2 297 millions d'euros (1,41 % de l'actif sous gestion) au cours du mois, contre 743 millions d'euros en mai (0,46 % de l'actif sous gestion). Sur le mois de juin, le portefeuille a affiché une performance totale de 0.24%. La sensibilité du portefeuille augmente, passant de 1.12 à 1.41. Peu de mouvements sont à signaler : nous avons investi sur Redeia 20321 et revendu DSV Finance 2029. Les perspectives pour le marché européen du crédit en juillet restent globalement positives. Certaines émissions initialement prévues en juin devraient être reportées en juillet, ce qui pourrait stimuler l'activité. Le marché Euro Investment Grade devrait continuer à dominer les émissions, avec des volumes prévus pouvant dépasser les 60 milliards d'euros. L'environnement global devrait favoriser une activité saine sur le marché primaire, bien que les risques politiques et les politiques des banques centrales restent des facteurs cruciaux à surveiller.

Juillet 2024

Le mois de juillet a été marqué par une divergence durable des données économiques et une tension politique accrue des deux côtés de l'Atlantique. La zone euro montre des signes d'amélioration dans l'ensemble, avec

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

toutefois des disparités entre les pays, grâce à de bonnes données macroéconomiques sur l'inflation et l'activité. La réunion de la BCE a été un non-événement puisqu'elle a laissé ses taux inchangés et, bien qu'elle ne se soit pas engagée à l'avance sur une trajectoire de taux particulière, le scénario de base reste celui d'une baisse en septembre. Au lendemain des élections françaises, dont le résultat a été surprenant, la coalition de gauche du NFP ayant remporté le plus grand nombre de sièges, le président dispose d'une faible marge de manœuvre pour mettre en œuvre sa politique. Les États-Unis ont montré des signes de faiblesse avec les PMIs de l'industrie manufacturière et des services en baisse. Le rythme de croissance de l'emploi s'est ralenti, avec des gains d'emplois de 206 000 en juin et un taux de chômage qui a légèrement augmenté, passant de 4% à 4.1%. Les données d'inflation de juin aux États-Unis ont baissé à 3.0% et 3.3%, respectivement, ce qui laisse présager une première baisse de taux de la part de la FED en septembre, avec une probabilité de 70 % pour le marché. Sur le plan politique, l'élection présidentielle a été marquée par une série d'événements clés : la tentative d'assassinat ratée de Donald Trump, suivie de la démission de Joe Biden et de l'intronisation de la vice-présidente Kamala Harris pour lui succéder lors de la campagne électorale. Sur le marché du crédit, les spreads sont revenus sur les niveaux pré-élections au début du mois et se sont même resserrés dans certains secteurs, le marché accueillant positivement le résultat des élections en France et au Royaume-Uni, au moins à court terme. Les spreads se sont écartés sur la deuxième quinzaine de juillet en raison d'une poussée d'aversion pour le risque et de signaux mitigés sur les résultats des entreprises, en particulier dans le secteur technologique, ce qui a légèrement affecté les titres à bêta élevé et à haut rendement. Dans ce contexte, le Bund allemand se resserre de 20bps et l'OAT termine le mois à 3.01%, en baisse de 28bps par rapport au mois précédent (compression du spread OAT-bund pour atterrir autour de 65bps). Le marché Euro Investment Grade a affiché une performance absolue de 1.72% sur le mois, entraînant un excess return de 53bps. Les spreads de crédit se sont resserrés de 7bps, l'indice termine le mois avec un spread moyen contre Allemagne à 110bps. Les financières surperforment les industrielles (excess return de 60 bps et 48 bps respectivement), les AT1 profitent de la forte composante de portage. Pour finir les spreads à haut rendement se sont réduits de 7bps sur la période. Le marché primaire a été relativement calme en juillet en raison de l'effet saisonnier à l'approche de l'été. Le total des émissions d'obligations de qualité pour le mois a été d'environ 24.9 milliards d'euros, marquant pour la deuxième fois consécutive le mois le plus faible de l'année. Depuis le début de l'année, les volumes sont toujours très élevés (486.8 milliards d'euros) et correspondent au deuxième meilleur montant jamais enregistré à ce stade de l'année, à seulement 12 milliards d'euros des chiffres observés en 2020. En outre, la classe d'actifs semble toujours très attrayante, les fonds Euro Investment grade ayant enregistré une collecte de 1,1 milliard d'euros (0,4 % des actifs sous gestion) dans la dernière semaine de Juillet, dans la continuité du très bon mois de juin. Entrant dans la période estivale, nous restons confiants pour la classe d'actifs Euro Credit même si la volatilité pourrait être exacerbée durant cette période en raison de la fin de la saison des résultats, des incertitudes autour de la création du nouveau gouvernement français qui a été mis en attente durant les Jeux Olympiques ou de toute position inattendue de la BCE liée à la prochaine réunion de septembre. Les nouvelles émissions devraient rester à un faible niveau jusqu'à la fin du mois d'août, mais la trajectoire pour la fin de l'année est toujours à la hausse et la demande ne s'estompe pas, ce qui conforte notre opinion positive sur la classe d'actifs. Dans ces conditions, la performance du fonds s'est inscrite à +0.87%. La sensibilité se maintient aux alentours de 1.40, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Notre stratégie de forte pondération du court a bénéficié au portefeuille sur le mois étant donné la légère pentification de la courbe (-26pdb sur 2Y contre en moyenne -20pdb sur le long). L'exposition crédit a légèrement augmenté, avec un DTS atteignant la barre des 300. Nous avons uniquement participé au primaire de Leasys 2027, et investi sur des covered de Rabobank et de Crédit Mutuel Arkéa notamment sur le marché secondaire. Nous avons vendu en face du Linde 2030 et du Continental AG 2028.

Août 2024

Le mois d'août a été rythmé par les incertitudes économiques mondiales et les attentes des politiques monétaires. En Zone Euro, l'inflation est en baisse sur le mois d'août avec +2.2% sur un an (en ligne avec les attentes) contre 2.6% le mois précédent. Cette baisse est principalement liée à la chute des prix de l'énergie de l'ordre de 3%. En France, l'inflation sur un an passe enfin sous la barre symbolique des 2% en août, une première depuis trois ans. Elle passe ainsi à 1.9% contre 2.3% le mois précédent. En termes d'activité, le PMI Manufacturier baisse à 45.6 contre 45.8 le mois précédent. A contrario, l'indice PMI pour le secteur des services augmente à 53.3 contre 51.9 le mois précédent et supérieur aux prévisions (51.7) porté en partie par la France. Le caractère ponctuel de cette hausse permet notamment au PMI Composite Global d'être en hausse avec 52.7 contre 49.1 le mois précédent. Les dernières données publiées devraient conforter la BCE dans leur idée de baisser à nouveau les taux lors de la prochaine réunion du 12 septembre. Les marchés estiment qu'il y aura deux baisses de taux supplémentaires d'ici la fin de l'année et jusqu'à 6 baisses d'ici juillet

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

2025. Outre-Atlantique, l'inflation baisse légèrement passant de 3% à 2.9% et augmente de 0.2% en rythme mensuel. L'inflation sous-jacente est également encourageante (3.2%). En termes d'activité, le PMI Manufacturier ressort à 48 en baisse par rapport au mois précédent (49.6) et plus bas que prévu (49.5). Plus encourageant concernant le secteur des services avec un indice à 55.2 contre 55 le mois précédent et supérieur aux prévisions (54). En revanche, l'emploi montre des signes de faiblesse, le taux de chômage a largement augmenté (4.3%) faisant passer le nombre de demandeurs d'emploi à 7.2 millions alors que le nombre de créations d'emplois a baissé passant de 179 000 à 114 000 contre 185 000 prévus. Le ralentissement de l'inflation et l'augmentation plus importante que prévu du chômage devrait maintenir la FED sur la voie d'une baisse de taux. D'autant plus que le symposium de Jackson Hole s'est tenu cet été avec un message clair de Jerome Powell « Le temps est venu pour un ajustement de la politique monétaire ». Les marchés prévoient désormais jusqu'à 4 baisses de 25 pdb d'ici la fin de l'année, nous serons fixés lors du prochain FOMC qui aura lieu le 17-18 septembre. Dans ce contexte, les taux réagissent différemment des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis, on observe une baisse des taux avec le taux à 10 ans américain qui termine le mois d'août à 3.90%, soit -13 pdb par rapport au mois précédent. Les taux courts baissent également avec le taux à 2 ans américain à 3.92% (-34 pdb). En Zone Euro, les taux à 10 ans sont restés relativement stables ou en légères hausses avec le Bund allemand qui finit le mois au même niveau que le mois précédent (2.30%), et le taux 10 ans français qui termine à 3.02% (+2bp). Concernant les taux courts, on observe une baisse plus significative avec le taux à 2 ans allemand qui finit le mois à 2.38% (-14 pdb) et le taux français à 2.61% (-14 pdb). En août 2024, les marchés financiers ont connu une volatilité significative, notamment au cours de la première moitié du mois. Cela a débuté par une forte baisse, les principaux indices chutant en raison d'une combinaison de données économiques faibles aux États-Unis et de développements mondiaux inattendus. Une hausse surprise des taux d'intérêt de la Banque du Japon a déclenché un débouclage rapide du carry trade sur le yen et a contribué à une vente massive sur les marchés mondiaux. Cependant, au fil du mois, le sentiment du marché a commencé à s'améliorer. La Fed, sous la direction de Jerome Powell, a signalé sa volonté de baisser les taux alors que l'inflation montrait des signes de modération, ce qui a contribué à calmer les marchés. En Europe, la BCE a fait face à des pressions similaires ; l'inflation dans la zone euro étant tombée à 2,2 %, son plus bas niveau depuis 2021, cela a alimenté les spéculations sur de futures baisses de taux malgré la prudence de la BCE. Les tensions géopolitiques, notamment le conflit en cours en Ukraine et les troubles au Moyen-Orient, ont encore alimenté la volatilité des marchés, ces conflits posant des risques pour la stabilité économique mondiale. À la fin du mois d'août, malgré un début difficile, les principaux indices ont réussi à terminer le mois en hausse, mais le parcours a été marqué par des fluctuations importantes, reflétant la sensibilité du marché aux données économiques et aux communications des banques centrales. Au mois d'août, les émissions d'obligations Investment Grade en Europe se sont élevées à 39,4 milliards d'euros, soit un montant inférieur à celui des mois plus actifs du début de l'année, tels que mars et mai. Cette baisse des émissions est typique du mois d'août en raison de la période des vacances d'été, qui entraîne traditionnellement un ralentissement de l'activité du marché. Malgré cette baisse saisonnière, les émissions cumulées depuis le début de l'année 2024 ont atteint 505,1 milliards d'euros, dépassant légèrement les niveaux records observés en 2020. À l'avenir, le marché s'attend à une augmentation significative des émissions en septembre, avec des projections d'environ 70 milliards d'euros, à mesure que l'activité reprend après la pause estivale. Dans ce contexte, le marché des obligations IG en euros a enregistré une performance totale de 0,30 % sur le mois et les spreads crédit se sont écartés de 7 points de base, terminant le mois à 117 points de base. Les actifs risqués ont surperformé les actifs plus sûrs, en effet, les AT1 bancaires ont affiché un rendement total de 1,47 % sur le mois, suivis par les obligations hybrides avec un rendement total de 1,15 %, tandis que les obligations High Yield ont enregistré un rendement total de 1,15 % sur la même période. Sur le mois, la performance du fonds s'est inscrite à +0.36%. La sensibilité est en légère baisse, de 1.38 à 1.27, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Notre stratégie de forte pondération du court a bénéficié au portefeuille sur le mois étant donné la légère pentification de la courbe (-14pdb sur 2Y, stable sur le long). L'exposition crédit a légèrement augmenté, avec un DTS passant de 300 à 320. Nous avons uniquement participé au primaire de BPER Banca 2029, CRH PLC, Lufthansa 2028, et nous avons revendu du Pluxee 2028 et du Saint-Gobain 2030. Les perspectives futures du marché du crédit européen restent positives avec la baisse de l'inflation et les baisses de taux prévues par la BCE soutenant les valorisations des obligations. Les obligations IG à court et moyen terme sont particulièrement privilégiées en raison de la baisse anticipée des rendements. La solidité des bilans des entreprises et les faibles taux de défaut renforcent encore l'attrait des obligations IG, bien que des risques tels qu'une inflation persistante ou des tensions géopolitiques peuvent resurgir. Dans l'ensemble, les obligations IG devraient offrir des rendements solides dans un environnement économique en voie de stabilisation.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Septembre 2024

Les mois passent, mais le scénario reste connu. Le mois de septembre n'a pas dérogé à la règle et a été rythmé par les actions des banques centrales. En Zone Euro, l'inflation a intensifié son ralentissement sur le mois de septembre avec +1.8% sur an, contre 2.2% le mois précédent, la France et l'Espagne ayant été les moteurs de ce ralentissement de l'inflation. Du côté de l'activité, sous l'effet d'une stagnation de l'industrie des services et de l'intensification du ralentissement de l'industrie manufacturière, l'activité économique s'est contractée dans la zone euro. L'indice PMI est tombé à 48.9, contre 51 en août. L'indice PMI pour le secteur des services est ressorti plus faible que le mois précédent à 50.5, déifiant les estimations à 52.1. Concernant l'activité manufacturière, le déclin s'est poursuivi pour s'établir à 44.8 en septembre contre 45.8 le mois précédent. Lors de sa dernière réunion, la BCE a décidé de baisser ses taux de 25bps, au regard du ralentissement de l'inflation. La dynamique de l'économie de la zone euro, avec un ralentissement de l'inflation, favorise le scénario d'une autre baisse des taux de la BCE lors du meeting du 17 octobre. Les marchés s'attendent à deux baisses des taux d'ici la fin de l'année. Outre-Atlantique, les Etats Unis connaissent une dynamique similaire avec une inflation plus faible que prévu, à 2.2% en août sur un an contre 2.5% au mois de juillet. A contrario, l'inflation sous-jacente, a rebondi en août à 2.7% sur un an contre 2.6% au mois de juillet. L'activité économique américaine a intensifié sa contraction, avec un indice PMI manufacturier tombé à 47, contre 47,9 le mois précédent, en raison d'une baisse de la demande. Du côté de l'emploi, les chiffres du chômage continuent d'inquiéter la Fed, les données sur le nombre de nouvelles offres d'emploi sont en net recul, 7.673M contre 7.910M le mois précédent. Lors du dernier FOMC, la Fed a annoncé baisser les taux de 50bps, abaissant la fourchette de taux à 4.75%/5.00%. Jerome Powell a souligné que l'attention du comité se déplaçait vers le chômage, qui présente des chiffres préoccupants, afin de soutenir le plein emploi. Dans ce contexte, les taux réagissent de façon similaire des deux côtés de l'Atlantique. Aux États-Unis, on observe une baisse des taux avec le taux à 10 ans qui termine le mois d'août à 3.78%, soit -12 pdb par rapport au mois précédent. Les taux courts baissent également avec le taux à 2 ans à 3.65% (-27 points de base). En Zone Euro, les taux à 10 ans ont également baissé avec le Bund allemand qui finit le mois à 2.14% (-16 pdb) et le taux 10 ans français qui termine à 2.92% (-10bp). Concernant les taux courts, on observe une baisse plus significative avec le taux à 2 ans allemand qui finit le mois à 2.07% (-30 pdb) et le taux français à 2.31% (-30 pdb). En ce qui concerne le crédit, les spreads Euro IG se sont temporairement élargis au début du mois avant de se résorber. Ce schéma s'aligne sur le comportement typique du marché au cours des premières phases d'un cycle de réduction des taux, où les spreads sont confrontés à des pressions croissantes. Les spreads ont culminé à 123 points de base en raison des inquiétudes concernant la croissance aux États-Unis et en Europe et d'un sentiment négatif dans le secteur automobile, avant de redescendre à 117 points de base. L'annonce de diverses mesures d'assouplissement monétaire en Chine et les indices que des mesures de relance budgétaire pourraient suivre vont dans la bonne direction avec un léger mouvement positif pour les spreads européens à la fin du mois. La situation politique morose en France et l'imprévisibilité de la résolution du budget français continuent d'exacerber les pressions sur le spread OAT-Bund, qui a atteint 79 points de base et a ajouté de la volatilité aux obligations d'entreprises françaises. Sur le plan sectoriel, l'industrie automobile a subi une forte pression avec de sévères avertissements sur les bénéfices, les spreads se creusant de 17 points de base en Europe, sous l'effet d'un sentiment négatif à l'égard d'émetteurs clés tels que BMW, Volkswagen ou Stellantis. La réduction des prévisions de croissance de BMW, citant une demande plus faible en Chine et les coûts d'un rappel affectant plus de 1,5 million de véhicules, a contribué à cette situation. Volkswagen a été confronté à des vents contraires similaires dans le cadre de ses mesures de réduction des coûts, avec des plans de réduction de 4 à 5 milliards d'euros supplémentaires d'ici à 2026. Après un ralentissement saisonnier pendant l'été, les émissions d'obligations européennes de qualité (IG) se sont élevées à 74,6 milliards d'euros, retrouvant ainsi les sommets atteints au début de l'année. Cela nous donne un total pour l'année de 624,4 milliards d'euros, le plus haut niveau jamais atteint à ce stade de l'année et déjà supérieur à la dernière meilleure année en 2020. Pour l'avenir, le marché s'attend à un ralentissement en octobre avec le début de la saison des bénéfices du troisième trimestre, mais il est très probable qu'il atteigne la barre des 700 milliards d'euros d'ici la fin de l'année. Dans ce contexte, le marché Euro IG a affiché un rendement total de 1,23% sur la période et les écarts de crédit ont été faibles, terminant la période à 117 points de base. Le Bund à 5 ans s'est resserré de 25 points de base, passant de 2,19% au début de la période à 1,95%. Les actifs à bêta élevé ont été en ligne avec les actifs plus sûrs, les AT1 bancaires ont affiché un rendement total de 1,33% sur la période, suivis par les obligations hybrides avec un rendement de 1,18% tandis que les obligations HY ont affiché un rendement de 1,06% sur la même période. Sur le mois, la performance du fonds s'est inscrite à +0.43%. La sensibilité est en légère baisse, de 1.27 à 1.21, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Le portefeuille a bénéficié de son exposition aux taux 2Y et 5Y, ceux-ci baissant de manière plus importante que les taux 7Y auxquels le portefeuille est moins exposé (-30pdb sur le 2Y, -

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

25pdb sur le 5Y et -21pdb sur le 7Y). L'exposition crédit a légèrement baissé, avec un DTS passant de 320 à 309. Nous avons uniquement participé au primaire de Unibail 2029, Wintershall 2029 et Daimler 2028, et nous avons revendu du Wordline 2028 et du JDE Peet's 2029. À l'aube du dernier trimestre de l'année, les incertitudes restent élevées, après même les réductions de taux initiées par les banques centrales. Les pressions inflationnistes semblent être contenues, mais nous devons surveiller attentivement les données manufacturières qui montrent une certaine fragilité, exerçant une pression élevée sur la croissance. Le scénario de base reste un scénario d'atterrissage en douceur avec une croissance positive, même à un faible niveau et, à l'exception des secteurs cycliques, les bilans des entreprises sont toujours en bonne santé. Par conséquent, nous considérons qu'il s'agit là de bons catalyseurs pour que le crédit européen se comporte bien dans ce contexte.

Octobre 2024

Le mois d'octobre a été marqué par un contexte mondial complexe, les marchés du crédit ayant fait preuve de résilience malgré les incertitudes géopolitiques et économiques persistantes. Sur le plan économique, la croissance du PIB américain au troisième trimestre a été forte (3 %), tandis que la croissance du PIB de la zone euro est restée modeste mais stable (0,2 %). Les données relatives à l'inflation ont reflété des signaux mitigés : Le CPI américain a légèrement augmenté, renforçant les attentes d'une trajectoire de taux plus élevés, tandis que l'inflation de la zone euro est restée modérée, permettant un certain optimisme quant à la possibilité pour la BCE de poursuivre des politiques monétaires accommodantes. Toutefois, les acteurs du marché du crédit sont restés attentifs à l'égard des décisions de la BCE, ce qui, avec la fluctuation du sentiment de risque lié aux événements géopolitiques, a maintenu les marchés dans une position d'optimisme prudent. Les élections américaines ont pesé sur le sentiment, contribuant à une volatilité accrue, en particulier pour les actions et les obligations souveraines, les investisseurs spéculant sur les changements potentiels de politique et les tarifs douaniers qui pourraient affecter les entreprises européennes exposées au marché américain. Sur le marché du crédit IG, le mois d'octobre a été marqué par une tendance au resserrement des spreads, soutenue par des conditions techniques favorables. De faibles volumes de nouvelles émissions tout au long du mois ont contribué à soutenir la demande sur le marché secondaire. Les émissions mensuelles d'obligations euro IG se sont élevées à environ 20 milliards d'euros, soit une baisse substantielle par rapport aux niveaux de septembre, en raison des périodes des résultats. Sur le plan sectoriel, les secteurs de la finance, des services publics et de l'immobilier ont continué à surperformer, bénéficiant d'un intérêt soutenu de la part des investisseurs, tandis que des secteurs tels que l'automobile et l'industrie ont connu une sous-performance relative en raison de leur sensibilité aux cycles économiques et aux préoccupations géopolitiques. Dans ce contexte, le marché Euro IG a affiché une performance totale de -0,31% sur la période et les spreads de crédit se sont resserrés de -13 points de base, terminant la période à 104 points de base. Les actifs risqués ont surperformé les actifs plus sûrs, en fait, les AT1 bancaires ont affiché une performance de -0,07% sur la période, les obligations hybrides de 0,46% tandis que les obligations à haut rendement ont progressé de 0,61% sur la même période. Les flux du marché euro IG sont restés importants, les investisseurs s'orientant vers des actifs de haute qualité dans le cadre d'un positionnement défensif. Sur le mois, la performance du fonds s'est inscrite à -0,04 %. La sensibilité est en baisse, de 1,32 à 1,08, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Le portefeuille a pâti de son exposition aux taux 2Y et 5Y, ceux-ci augmentant de manière importante (+24 bps sur le 2Y et +31 bps sur le 5Y). L'exposition crédit a légèrement augmenté, avec un DTS passant de 296 à 317. Nous avons uniquement participé au primaire de LVMH 2024 et nous avons vendu Traton Finance 2030 et Caisse de Refinancement de l'Habitat 2032. À l'avenir, les perspectives pour le crédit IG restent constructives, avec des attentes de resserrement progressif des spreads jusqu'à la fin de l'année, grâce à des fondamentaux de crédit résistants, des pressions limitées sur l'offre et des facteurs techniques favorables. La saison des résultats étant bien entamée, l'attention se portera sur les prévisions des entreprises, car toute révision à la baisse pourrait tempérer l'optimisme des investisseurs. Si les risques liés aux élections américaines et à une éventuelle escalade géopolitique demeurent, la toile de fond du crédit IG est solide.

Novembre 2024

Le mois de novembre a commencé par l'un des événements les plus scrutés de l'année avec les élections américaines, suivi d'une période d'attente, les marchés digérant l'ampleur potentielle des politiques de Trump sur les différentes économies. Le marché du crédit a de nouveau fait preuve d'une certaine résilience, tandis que la volatilité s'est manifestée principalement sur le segment des taux, malgré les tensions politiques qui se sont à nouveau manifestées en France à la fin du mois. En ce qui concerne l'Europe, le niveau d'inflation est proche de l'objectif, même si nous avons observé une légère hausse ce mois-ci, à 2,3% contre 2% le mois

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

dernier, et une inflation sous-jacente stable à 2,9%. Sur le front de l'activité, de nouveaux signaux négatifs nous parviennent de la zone euro, le PMI manufacturier tombant à 45,2, ce qui indique une contraction plus importante entraînée par les pays du Nord tels que la France ou l'Allemagne. De plus, l'activité économique étant très sensible au commerce international (les exportations représentent 20% du PIB), les politiques protectionnistes de Trump pourraient peser encore plus sur l'Europe. En plus des inquiétudes sur la croissance et d'une inflation contenue, le paysage politique s'annonce sombre, notamment avec la montée des tensions en France. Le Premier ministre Michel Barnier a eu recours à l'article 49.3 de la Constitution pour faire passer le projet de loi, mais au risque d'une motion de censure. Le Bund allemand a terminé le mois à 2,09% (-30 bps) tandis que le spread OAT-Bund a atteint 88bps, un niveau jamais vu depuis 2012. Aux Etats-Unis, la situation est différente de celle de l'Europe avec une croissance solide de 2,8% en rythme annuel au 3ème trimestre, le marché du travail américain reste stable et l'inflation remonte à 2,6% en octobre après un point bas à 2,4% en septembre qui était le taux le plus bas depuis février 2021. Le marché a revu à la hausse ses prévisions de taux d'intérêt de la Fed, qui étaient auparavant très pessimistes, et le taux final a été revu à la hausse à 3,75%. Après les élections, le taux américain à 10 ans a atteint un pic à 4,45 % avant de se rebaisser à 4,17% (10 points de base de moins que le mois précédent). Sur le marché du crédit IG, la vague républicaine aux US a d'abord entraîné un resserrement des spreads de crédit avant de les voir s'écarter de nouveau à la fin du mois. D'un mois sur l'autre, les spreads se sont élargis de 1 point de base par rapport aux gouvernements, avec des divergences entre les pays, en particulier les banques françaises qui ont sous-performé. Les fondamentaux restent relativement sains, même si les marges d'EBITDA ont diminué par rapport au sommet atteint pendant la crise. Les volumes ont été relativement faibles ce mois-ci en raison des résultats des élections américaines, étant principalement concentrés sur deux semaines et ont fortement diminué à la fin du mois. Les nouvelles émissions se sont élevées à 44 milliards d'euros, ce qui est nettement inférieur à la moyenne historique. Le mois de décembre devrait être léger en termes d'émissions et l'année se terminera à un niveau record de plus de 730 milliards d'euros. Sur le plan sectoriel, les valeurs financières (hors France), les transports et la technologie ont surperformé, tandis que les secteurs tels que l'automobile et l'énergie ont connu une sous-performance relative en raison de leur sensibilité aux cycles économiques et à la montée des tensions en Ukraine. Dans ce contexte, le marché Euro IG a affiché un rendement total de 1,56% sur la période et les spreads de crédit ont terminé la période à 106 points de base. Le Bund à 5 ans s'est resserré de 34 points de base, passant de 2,27% au début de la période à 1,93%. Les actifs à bêta élevé ont sous-performé les actifs plus sûrs, les AT1 bancaires ont affiché un rendement total de 0,66% sur la période, les obligations hybrides ont affiché un rendement total de 0,62% tandis que les obligations à haut rendement ont affiché un rendement total de 0,50% sur la même période. Sur le mois, la performance du fonds s'est inscrite à 0,57%. La sensibilité est en augmentation, de 1,22 à 1,73, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Le portefeuille a bénéficié de son exposition aux taux 2Y et 5Y, ceux-ci diminuant de manière importante (-33bps sur le 2Y et -33bps sur le 5Y). L'exposition crédit a légèrement augmenté, avec un DTS passant de 296 à 317. Nous avons uniquement participé au primaire de GSK Capital BV 2033 et de Roquette Freres 2033. Pour l'avenir, la classe d'actifs du crédit reste solide et ne semble pas affectée par le paysage politique ou économique en Europe ou aux États-Unis, ce qui laisse présager un nouveau resserrement d'ici la fin de l'année. La confiance des investisseurs ne s'est pas évanouie, car la demande pour la classe d'actifs reste soutenue et une réduction saisonnière des émissions en décembre serait également favorable. Des risques peuvent survenir, avec la poursuite des avertissements sur résultats dans les secteurs cycliques, ou l'instabilité politique affectant les entreprises françaises, c'est pourquoi la sélectivité est primordiale.

Décembre 2024

En décembre 2024, la macroéconomie mondiale a été considérablement marquée par les actions des banques centrales et des événements géopolitiques notables. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a procédé à sa troisième réduction consécutive des taux d'intérêt, abaissant les taux directeurs de 25 points de base pour atteindre une fourchette cible de 4,25 % à 4,5 %. Cette décision a été largement motivée par une modération de l'inflation. Parallèlement, dans la zone euro, la Banque Centrale Européenne a réduit ses taux directeurs de 25 points de base à 3,00 % le 12 décembre, attribuant cette décision à une baisse de l'inflation à 2,2 % en novembre. Ces ajustements de la politique monétaire ont été conçus pour favoriser la croissance économique dans un contexte de diminution des pressions inflationnistes. Sur le plan géopolitique, l'Europe a connu des incertitudes politiques, notamment avec la chute du gouvernement Barnier en France suite à une motion de censure votée par l'Assemblée nationale, ce qui a conduit à un écartement du spread OAT-Bund, et donc à la sous-performance des banques françaises. En ce qui concerne le marché du crédit, les émissions primaires ont été limitées à la fin du mois en raison des fêtes de fin d'année ; toutefois, les émissions primaires

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

annuelles ont atteint un niveau historique d'environ 630 milliards d'euros. Une part importante de ces émissions a été sursouscrite, ce qui souligne l'appétit du marché pour cette classe d'actifs. En termes de flux de capitaux vers les fonds ouverts, le mois de décembre a été marqué par des entrées positives s'élevant à 330 millions d'euros, contribuant à un total de 21 milliards d'euros pour l'année, ce qui représente 11,6 % des actifs sous gestion de la classe d'actifs. Cette tendance a conduit de nombreuses personnes à qualifier l'année d'« année de l'obligation ». Les investisseurs ont été particulièrement attirés par les obligations d'entreprises, qui ont offert des rendements supérieurs à ceux de la dette publique, les entreprises ayant fait preuve de résilience dans la gestion de leurs coûts d'emprunt. Au cours du mois, les spreads de crédit se sont resserrés de 6 points de base, pour finir à 102 points de base. Toutefois, le marché a enregistré un rendement total négatif de -0,38 % en raison de la hausse des taux d'intérêt. Les actifs à bêta élevé ont surperformé leurs homologues plus sûrs ; en particulier, les titres bancaires AT1 ont réalisé un rendement total de 0,89%, suivis par les obligations à haut rendement avec un rendement total de 0,65%, et les obligations hybrides à 0,61%. D'un point de vue sectoriel, les secteurs les plus performants ont été l'assurance-vie et l'immobilier, tandis que les secteurs les moins performants ont été les banques et les industries chimiques. Sur le mois, la performance du fonds s'est inscrite à 0.18%. La sensibilité est en légère baisse, de 1.73 à 1.67, mais reste faible avec des perspectives que l'on juge favorables sur les maturités courtes mais beaucoup plus incertaines sur les maturités plus longues. Le portefeuille a pâti de son exposition aux taux 2Y et 5Y, ceux-ci augmentant de manière importante (+12bps sur le 2Y et +27bps sur le 5Y). L'exposition crédit a légèrement diminué, avec un DTS passant de 378 à 347. Sur le marché du primaire, nous sommes restés très sélectifs et n'avons participé à aucune émission primaire. À l'avenir, le marché européen Investment Grade devrait bénéficier de l'intérêt confirmé des investisseurs, soutenu par des politiques monétaires accommodantes, des rendements attrayants et des fondamentaux d'entreprise solides. Néanmoins, plusieurs risques persistent, en particulier sur les marchés exposés à l'instabilité politique, comme la France, où une incertitude prolongée pourrait entraîner un élargissement des spreads bancaires nationaux. En outre, l'imprévisibilité entourant les politiques tarifaires potentielles du président Trump et leurs implications pour le commerce mondial, ainsi que les mesures de relance fiscale susceptibles de raviver les pressions inflationnistes, ajoute à la complexité du paysage.

Sur la période sous revue du portefeuille PORTFOLIO LCR CREDIT, la performance est de 4,70%. Celle du benchmark est de 3,79% avec une Tracking Error de 0,95%.

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
FRENCH REPUBLIC ZCP 19-06-24	1 497 503,50	1 499 009,43
SG SFH 3.375% 31-07-30 EMTN		2 713 344,56
COVENTRY BLDG 0.01% 07-07-28		2 348 218,92
SHELL INTL FINANCE BV 1.5% 07-04-28		2 275 567,08
CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH 2.375% 08-02-28		2 146 675,19
BQ POSTALE HOME LOAN SFH 3.125% 19-02-29	1 013 421,99	1 039 129,48
SPAREBANK 1 BOLIGKREDITT 0.125% 20-01-28		1 881 769,20
CTP NV 0.625% 27-09-26 EMTN	509 037,69	1 215 254,40
RAIFFEISEN BANK INTL AG 3.875% 16-03-26		1 714 325,88
BPCE SFH 3.25% 12-04-28		1 653 952,09

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation des instruments financiers - Règlement SFTR - en devise de comptabilité de l'OPC (EUR)

Au cours de l'exercice, l'OPC n'a pas fait l'objet d'opérations relevant de la réglementation SFTR.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Vie de l'OPC sur l'exercice sous revue

Néant.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Informations spécifiques

Droit de vote

L'exercice des droits de vote attachés aux valeurs inscrites à l'actif du Fonds et la décision de l'apport des titres sont définis dans le règlement du Fonds.

Fonds et instruments du groupe

Afin de prendre connaissance de l'information sur les instruments financiers détenus en portefeuille qui sont émis par la Société de Gestion ou par les entités de son groupe, veuillez-vous reporter aux rubriques des comptes annuels :

- Autres Informations.
- Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le groupe.

Gestion de la liquidité

Conformément à la réglementation européenne, la société de gestion conduit régulièrement des tests de résistance, dans des conditions normales et exceptionnelles de liquidité, qui lui permettent d'évaluer le risque de liquidité du fonds. Ces tests de résistance se caractérisent par des scénarios de manque de liquidité des actifs ou des demandes atypiques de rachat de parts.

Gestion des risques

La société de gestion a établi une politique de risque et un dispositif opérationnel de suivi et d'encadrement veillant à s'assurer que le profil de risque de l'OPC est conforme à celui décrit aux investisseurs. En particulier sa fonction permanente de gestion des risques veille au respect des limites encadrant les risques de marché, de crédit, de liquidité ou opérationnels. Les systèmes et procédures de suivi font l'objet d'une adaptation à chaque stratégie de gestion pour conserver toute la pertinence du dispositif.

Calcul du risque global

• Méthode du calcul de l'engagement

Les contrats à terme fermes sont portés pour leur valeur de marché, en engagement hors bilan, au cours de compensation. Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent. Les contrats d'échange de taux réalisés de gré à gré sont évalués sur la base du montant nominal, plus ou moins, la différence d'estimation correspondante.

• Méthode de calcul du risque global : L'OPC utilise la méthode du calcul de l'engagement pour calculer le risque global de l'OPC sur les contrats financiers.

• Effet de Levier – Fonds pour lesquels la méthode de calcul en risque est appliquée
Niveau de levier indicatif : 40,62%.

• Effet de Levier :

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode brute est de 137,38%.

Le % d'effet de levier pour ce FIA calculé selon la méthode d'engagement est de 100,93%.

N.B : Un taux de 100% d'effet de levier correspond à un portefeuille sans effet de levier.

• Droit de rachat du collatéral : 100%.

Informations réglementaires

Procédure de sélection de brokers et des contreparties

Notre société de gestion et sa filiale de « Négociation » attachent une grande importance à la sélection des prestataires transactionnels que sont les intermédiaires ("brokers") ou contreparties.

Ses méthodes de sélection sont les suivantes :

- Les intermédiaires ("brokers") sont sélectionnés par zone géographique, puis par métier. Les contreparties sont sélectionnées par métier.
- Les intermédiaires ("brokers") et les contreparties se voient attribuer une note interne trimestrielle. Les directions de notre société intervenant dans le processus de notation sont directement concernées par les prestations fournies par ces prestataires. C'est la filiale de « Négociation » de notre société qui organise et détermine cette notation sur base des notes décernées par chaque responsable d'équipe concernée selon les critères suivants :

Pour les équipes de gérants, d'analystes financiers et de stratégestes :

- Relation commerciale générale, compréhension des besoins, pertinence des contacts,
- Qualité des conseils de marchés et opportunités, suivi des conseils,
- Qualité de la recherche et des publications,
- Univers des valeurs couvertes, visites des sociétés et de leur direction.

Pour les équipes de négociateurs :

- Qualité des personnels, connaissance du marché et information sur les sociétés, confidentialité,
- Proposition de prix,
- Qualité des exécutions,
- Qualité du traitement des opérations, connectivité, technicité et réactivité.

Les directions « Compliance » et « Middle Office » de notre société disposent d'un droit de véto.

Accréditation d'un nouveau prestataire (intermédiaire ou contrepartie) transactionnel

La filiale de « Négociation » se charge d'instruire les dossiers d'habilitation et d'obtenir l'accord des directions « Risques » et « Compliance ». Lorsque le prestataire transactionnel (intermédiaire ou contrepartie) est habilité, il fait l'objet d'une notation lors du trimestre suivant.

Comités de suivi des prestataires (intermédiaires et contreparties) transactionnels

Ces comités de suivi ont lieu chaque trimestre, sous l'égide du responsable de la filiale de « Négociation ». Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Valider l'activité écoulée et la nouvelle sélection à mettre en œuvre pour le trimestre suivant,
- Décider de l'appartenance des prestataires à un groupe qui se verra confier un certain nombre de transactions,
- Définir les perspectives de l'activité.

Dans ces perspectives, les comités de suivi passent en revue les statistiques et notes attribuées à chaque prestataire et prennent les décisions qui en découlent.

Rapport sur les frais d'intermédiation

Il est tenu à la disposition des porteurs un rapport relatif aux frais d'intermédiation. Ce rapport est consultable à l'adresse internet suivante : www.amundi.com.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Politique de Rémunérations

1. Politique et pratiques de rémunération du personnel du gestionnaire

La politique de rémunération mise en place au sein de Amundi Asset Management est conforme aux dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM »), et dans la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 concernant les OPCVM (ci-après la « Directive UCITS V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur les fonds gérés.

De plus, la politique de rémunération est conforme au Règlement (UE) 2019/2088 (« SFDR »), intégrant le risque de développement durable et les critères ESG dans le plan de contrôle d'Amundi, avec des responsabilités réparties entre le premier niveau de contrôles effectué par les équipes de Gestion et le deuxième niveau de contrôles effectué par les équipes Risques, qui peuvent vérifier à tout moment le respect des objectifs et des contraintes ESG d'un fonds.

Cette politique s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération du Groupe Amundi, revue chaque année par son Comité des Rémunérations. Lors de la séance du 1^{er} février 2024, celui-ci a vérifié l'application de la politique applicable au titre de l'exercice 2023 et sa conformité avec les principes des Directives AIFM et UCITS V, et a approuvé la politique applicable au titre de l'exercice 2024.

La mise en œuvre de la politique de rémunération Amundi a fait l'objet, courant 2024, d'une évaluation interne, centrale et indépendante, conduite par l'Audit Interne Amundi.

1.1 Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel

Sur l'exercice 2024, le montant total des rémunérations (incluant les rémunérations fixes et variables différées et non différées) versées par Amundi Asset Management à l'ensemble de son personnel (1 988 bénéficiaires¹) s'est élevé à 214 708 329 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- Montant total des rémunérations fixes versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 150 552 656 euros, soit 70% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunération fixe.
- Montant total des rémunérations variables différées (y compris actions de performance) et non différées versées par Amundi Asset Management sur l'exercice : 64 155 672 euros, soit 30% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous cette forme. L'ensemble du personnel est éligible au dispositif de rémunération variable.

Par ailleurs, aucune somme correspondant à un retour sur investissement dans des parts de carried interest n'a été versée pour l'exercice.

Sur le total des rémunérations (fixes et variables différées et non différées) versées sur l'exercice, 23 746 888 euros concernaient les « cadres dirigeants et cadres supérieurs » (50 bénéficiaires), 17 290 937 euros concernaient les « gérants décisionnaires » dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds gérés (59 bénéficiaires).

1.2 Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque et sur la gestion des conflits d'intérêt

Le Groupe Amundi s'est doté d'une politique et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation pour l'ensemble de ses Sociétés de Gestion.

Le Groupe Amundi a également procédé à l'identification de son Personnel Identifié qui comprend l'ensemble des collaborateurs du Groupe Amundi exerçant un pouvoir de décision sur la gestion des sociétés ou des

¹ Nombre de collaborateurs (CDI, CDD) payés au cours de l'année, qu'ils aient été ou non encore présents au 31/12/2024.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

fonds gérés et susceptibles par conséquent d'avoir un impact significatif sur la performance ou le profil de risque.

Les rémunérations variables attribuées au personnel du Groupe Amundi sont déterminées en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle auquel il appartient et des résultats d'ensemble du Groupe. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères quantitatifs que qualitatifs, ainsi que le respect des règles de saine gestion des risques.

Les critères pris en compte pour l'évaluation des performances et l'attribution des rémunérations variables dépendent de la nature de la fonction exercée :

1. Fonctions de sélection et de gestion de portefeuille

Critères quantitatifs :

- RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Performance brute/absolue/relative des stratégies d'investissement (basées sur des composites GIPS) sur 1,3, 5 ans, perspective principalement axée sur 1 an, ajustée sur le long terme (3,5 ans)
- Performance en fonction du risque basée sur RI/Sharpe sur 1, 3 et 5 ans
- Classements concurrentiels à travers les classements Morningstar
- Collecte nette / demande de soumission, mandats réussis
- Performance fees
- Quand cela est pertinent, évaluation ESG des fonds selon différentes agences de notation (Morningstar, CDP...)
- Respect de l'approche ESG « Beat the benchmark », de la politique d'exclusion ESG et de l'index de transition climatique

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Qualité du management
- Innovation/développement produit
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Engagement commercial incluant la composante ESG dans les actions commerciales
- ESG :
- Respect de la politique ESG et participation à l'offre Net-zero,
- Intégration de l'ESG dans les processus d'investissement,
- Capacité à promouvoir et diffuser la connaissance ESG en interne et en externe,
- Participer à l'élargissement de l'offre et à l'innovation en matière ESG,
- Aptitude à concilier la combinaison entre risque et ESG (le risque et le retour ajusté de l'ESG)

2. Fonctions commerciales

Critères quantitatifs :

- Collecte nette, notamment en matière d'ESG et de produits à impact
- Recettes
- Collecte brute
- Développement et fidélisation de la clientèle ; gamme de produits
- Nombre d'actions commerciales par an, notamment en matière de prospection,
- Nombre de clients contactés sur leur stratégie Net zero

Critères qualitatifs :

- Respect des règles de risque, de conformité, et de la politique ESG, et des règles légales
- Prise en compte conjointe des intérêts d'Amundi et des intérêts du client
- Sécurisation/ développement de l'activité
- Satisfaction client
- Qualité du management
- Transversalité et partage des meilleures pratiques
- Esprit d'entreprise
- Aptitude à expliquer et promouvoir les politiques ESG ainsi que les solutions d'Amundi

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

3. Fonctions de support et de contrôle

En ce qui concerne les fonctions de contrôle, l'évaluation de la performance et les attributions de rémunération variable sont indépendantes de la performance des secteurs d'activités qu'elles contrôlent.

Les critères habituellement pris en compte sont les suivants :

- Principalement des critères liés à l'atteinte d'objectifs qui leur sont propres (maîtrise des risques, qualité des contrôles, réalisation de projets, amélioration des outils et systèmes etc.)
- Lorsque des critères financiers sont utilisés, ils tournent essentiellement autour de la gestion et l'optimisation des charges.

Les critères de performance ci-dessus énoncés, et notamment ceux appliqués au Personnel Identifié en charge de la gestion, s'inscrivent plus largement dans le respect de la réglementation applicable aux fonds gérés ainsi que de la politique d'investissement du comité d'investissement du gestionnaire.

En outre, le Groupe Amundi a mis en place, pour l'ensemble de son personnel, des mesures visant à aligner les rémunérations sur la performance et les risques à long terme, et à limiter les risques de conflits d'intérêts.

A ce titre, notamment :

- est mis en place un barème de différé, conforme aux exigences des Directives AIFM et UCITS V
- la partie différée de la rémunération variable des collaborateurs du Personnel Identifié est versée en instruments indexés à 100% sur la performance d'un panier de fonds représentatif
- l'acquisition définitive de la partie différée est liée à la situation financière d'Amundi, à la continuité d'emploi du collaborateur dans le groupe ainsi qu'à sa gestion saine et maîtrisée des risques sur toute la période d'acquisition.

Respect par l'OPC de critères relatifs aux objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG)

- Amundi produit une analyse ESG qui se traduit par la notation ESG de plus de 19 000 entreprises dans le monde², selon une échelle qui va de « A » (pour les émetteurs aux meilleures pratiques ESG) à « G » (pour les moins bonnes pratiques ESG). Le score ESG obtenu vise à mesurer la performance ESG d'un émetteur : capacité à anticiper et gérer les risques de durabilité ainsi que l'impact négatif potentiel de ses activités sur les facteurs de durabilité. Cette analyse est complétée par une politique d'engagement active auprès des émetteurs, en particulier sur les enjeux importants en matière de développement durable propres à leurs secteurs.
- Dans le cadre de sa responsabilité fiduciaire, Amundi a fixé des normes minimales et des politiques d'exclusion sur des sujets critiques en matière de durabilité³. Ces Normes Minimales et cette Politique d'Exclusion sont appliquées aux portefeuilles gérés activement et aux portefeuilles ESG passifs et toujours dans le respect des lois et des réglementations applicables.

Pour la gestion passive, l'application de la politique d'exclusion diffère entre les produits ESG et les produits non ESG⁴ :

- Pour les fonds passifs ESG : Tous les ETF ESG et fonds indiciels ESG appliquent les Normes Minimales et la Politique d'Exclusion d'Amundi,
- Pour les fonds passifs non ESG : Le devoir fiduciaire consiste à reproduire le plus fidèlement possible un indice. Le gestionnaire de portefeuille dispose donc d'une marge de manœuvre limitée et doit respecter les objectifs contractuels afin que l'exposition passive soit en parfaite adéquation avec l'indice de référence demandé. Les fonds indiciels/ETF d'Amundi, répliquant des indices de référence standards (non ESG) n'appliquent pas d'exclusions systématiques au-delà de celles imposées par la réglementation.

² Sources Amundi Décembre 2023

³ Pour plus de détails se référer à la politique investissement responsable d'Amundi disponible sur le site www.amundi.fr

⁴ Pour une vue exhaustive du champ d'application de la Politique d'Exclusion d'Amundi, veuillez-vous référer aux tableaux présentés en annexe page 37 de la Politique Générale Investissement Responsable d'Amundi

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Exclusions normatives liées aux conventions internationales :

- mines anti-personnel et bombes à sous-munitions⁵,
- armes chimiques et biologiques⁶,
- armes à uranium appauvri,
- violation des principes du Pacte mondial des Nations Unies⁷.

Exclusions sectorielles :

- armement nucléaire,
- charbon thermique⁸,
- hydrocarbures non conventionnels (représentant plus de 30% du chiffre d'affaires pour l'exploration et la production)⁹,
- tabac (produits complets du tabac générant plus de 5% du chiffre d'affaires des entreprises).

Concernant les politiques d'exclusions sectorielles :

- Charbon thermique

Amundi a mis en œuvre depuis 2016 une politique sectorielle spécifique générant l'exclusion de certaines entreprises et émetteurs. Chaque année depuis 2016, Amundi a renforcé sa politique d'exclusion du charbon (règles et seuils) dans la mesure où son élimination progressive (calendrier 2030/2040) est primordiale pour parvenir à la décarbonation de nos économies. Ces engagements découlent de la stratégie climat du groupe Crédit Agricole.

Amundi exclut :

- Les sociétés d'exploitation minières, de services publics et d'infrastructures de transport qui développent des projets de charbon thermique, bénéficiant d'un statut autorisé, et qui sont en phase de construction,
- Les entreprises générant plus de 20% de leur chiffre d'affaires grâce à l'extraction de charbon thermique,
- Les entreprises dont l'extraction annuelle de charbon thermique est supérieure ou égale à 70 millions de tonnes, sans intention de réduction,
- Toutes les entreprises qui génèrent plus de 50% de leur chiffre d'affaires de l'extraction du charbon thermique et de la production d'électricité à partir de charbon thermique,
- Toutes les entreprises qui génèrent entre 20% et 50% de leur chiffre d'affaires de la production d'électricité à base de charbon thermique et de l'extraction de charbon thermique, et présentant une trajectoire de transition insuffisante¹⁰.

- Hydrocarbures non conventionnels

L'investissement dans les entreprises fortement exposées aux énergies fossiles entraîne de plus en plus de risques sociaux, environnementaux et économiques. L'exploration et la production pétrolière et gazière non conventionnelles sont exposées à des risques climatiques aigus. Amundi applique une gestion discrétionnaire en la matière et sa politique est applicable à l'ensemble des stratégies de gestion active, et toutes les stratégies ESG de gestion passive.

Amundi exclut :

- Les entreprises dont l'activité qui est liée à l'exploration et à la production d'hydrocarbures non conventionnels représente plus de 30% du chiffre d'affaires.

- Tabac

Amundi pénalise les émetteurs exposés à la chaîne de valeur du tabac en limitant leur note ESG et a mis en place une politique d'exclusion pour les entreprises productrices de cigarettes. Cette politique touche l'ensemble du secteur du tabac, y compris les fournisseurs, les fabricants de cigarettes et les détaillants. Elle

⁵ Conventions Ottawa (12/03/1997) et Oslo (12/03/2008)

⁶ Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction - 26/03/1972

⁷ Emetteurs qui violent de manière grave et répétée un ou plusieurs des dix principes du Pacte mondial des Nations Unies, sans prendre de mesures correctives crédibles

⁸ Développeurs, extraction minière, entreprises jugées trop exposées pour pouvoir sortir du charbon thermique au rythme escompté

⁹ Sables bitumeux, pétrole de schiste, gaz de schiste

¹⁰ Amundi effectue une analyse pour évaluer la qualité du plan d'élimination progressive

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

est applicable à toutes les stratégies de gestion active et toutes les stratégies ESG de gestion passive sur lesquelles Amundi applique une gestion discrétionnaire.

Amundi exclut :

- Les entreprises qui fabriquent des produits complets du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieurs à 5%), y compris les fabricants de cigarettes, car aucun produit ne peut être considéré comme exempt du travail des enfants.

Par ailleurs, la note ESG du secteur du tabac est plafonnée à E (sur l'échelle de notation allant de A à G). Cette politique s'applique aux entreprises impliquées dans les activités de fabrication, de fourniture et de distribution du tabac (seuils d'application : chiffre d'affaires supérieur à 10%).

- ***Armement nucléaire***

Amundi limite les investissements dans les entreprises exposées à l'armement nucléaire et notamment celles qui sont impliquées dans la production de composants clés/dédiés à l'arme nucléaire.

Amundi exclut :

- Les émetteurs impliqués dans la production, la vente et le stockage des armes nucléaires des Etats qui n'ont pas ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ou des Etats l'ayant ratifié mais n'étant pas membres de l'OTAN,
- Les émetteurs impliqués dans la production d'ogives nucléaires et/ou de missiles nucléaires complets, ainsi que dans les composants qui ont été développés et/ou modifiés de manière significative en vue d'une utilisation exclusive dans des armes nucléaires,
- Les émetteurs réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires de la production ou de la vente d'armes nucléaires (à l'exception des composants à double usage et des plateformes de lancement).

Pour plus d'informations sur les modalités de prise en compte des enjeux environnementaux (en particulier les enjeux liés au changement climatique), sociaux et de gouvernance (enjeux ESG) dans sa politique d'investissement, Amundi met à la disposition des investisseurs un rapport « Application de l'article 29 », disponible sur <https://legroupe.amundi.com> (Rubrique Documentation légale).

Règlements SFDR et Taxonomie

Article 8 – au titre de la Taxonomie

Conformément à son objectif et à sa politique d'investissement, l'OPC promeut des caractéristiques environnementales au sens de l'article 6 du Règlement sur la Taxonomie. Il peut investir partiellement dans des activités économiques qui contribuent à un ou plusieurs objectif(s) environnemental(aux) prescrit(s) à l'article 9 du Règlement sur la Taxonomie. L'OPC ne prend toutefois actuellement aucun engagement quant à une proportion minimale.

La Taxonomie a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : (i) atténuation du changement climatique, (ii) adaptation au changement climatique, (iii) utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines, (iv) transition vers une économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), (v) prévention et réduction de la pollution, (vi) protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Afin d'établir le degré de durabilité environnementale d'un investissement, une activité économique est considérée comme durable sur le plan environnemental lorsqu'elle contribue de manière substantielle à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux, qu'elle ne nuit pas de manière significative à un ou plusieurs des objectifs environnementaux (principe du « *do no significant harm* » ou « DNSH »), qu'elle est réalisée dans le respect des garanties minimales prévues à l'article 18 du Règlement sur la Taxonomie et qu'elle respecte les critères d'examen technique qui ont été établis par la Commission européenne conformément au Règlement sur la Taxonomie.

Conformément à l'état actuel du Règlement sur la Taxonomie, la Société de gestion s'assure actuellement que les investissements ne nuisent pas de manière significative à tout autre objectif environnemental en

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

mettant en œuvre des politiques d'exclusion par rapport aux émetteurs dont les pratiques environnementales et/ou sociales et/ou de gouvernance sont controversées.

Nonobstant ce qui précède, le principe « ne pas nuire de manière significative » (DNSH) s'applique uniquement aux investissements sous-jacents qui prennent en compte les critères de l'Union européenne pour les activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Bien que l'OPC puisse déjà détenir des investissements dans des activités économiques qualifiées d'activités durables sans être actuellement engagé à respecter une proportion minimale, la Société de gestion fera tout son possible pour communiquer cette proportion d'investissements dans des activités durables dès que cela sera raisonnablement possible après l'entrée en vigueur des normes techniques réglementaires (« RTS ») en ce qui concerne le contenu et la présentation des communications conformément aux articles 8(4), 9(6) et 11(5) du Règlement « Disclosure » tel que modifié par le Règlement sur la Taxonomie.

Cet engagement sera réalisé de manière progressive et continue, en intégrant les exigences du Règlement sur la Taxonomie dans le processus d'investissement dès que cela est raisonnablement possible. Cela conduira à un degré minimum d'alignement du portefeuille sur les activités durables, information qui sera mise à la disposition des investisseurs à ce moment-là.

Dans l'intervalle, le degré d'alignement sur les activités durables ne sera pas mis à la disposition des investisseurs.

Dès que la totalité des données sera disponible et que les méthodologies de calcul pertinentes seront finalisées, la description de la mesure dans laquelle les investissements sous-jacents sont réalisés dans des activités durables sera mise à la disposition des investisseurs. Ces informations, ainsi que celles relatives à la proportion d'activités habilitantes et transitoires, seront précisées dans une version ultérieure du prospectus.

Article 8 – au titre du SFDR

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier faisant partie du présent rapport de gestion sont disponibles en annexe.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Certification du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

PORTFOLIO LCR CREDIT

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Amundi Asset Management

91-93, boulevard Pasteur
75015 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux porteurs de parts du FCP PORTFOLIO LCR CREDIT,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif PORTFOLIO LCR CREDIT constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 30 décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les conséquences du changement de méthode comptable exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

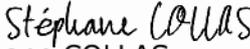
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 05 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés


Stéphane COLLAS

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Comptes annuels

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Actif au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Immobilisations corporelles nettes	
Titres financiers	
Actions et valeurs assimilées (A)	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations convertibles en actions (B)	
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Obligations et valeurs assimilées (C)	38 989 249,33
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	38 989 249,33
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	
Titres de créances (D)	
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	329 217,60
OPCVM	
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	329 217,60
Autres OPC et fonds d'investissements	
Dépôts (F)	
Instruments financiers à terme (G)	314 057,33
Opérations temporaires sur titres (H)	
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	
Créances représentatives de titres donnés en garantie	
Créances représentatives de titres financiers prêtés	
Titres financiers empruntés	
Titres financiers donnés en pension	
Autres opérations temporaires	
Prêts (I) (*)	
Autres actifs éligibles (J)	
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	39 632 524,26
Créances et comptes d'ajustement actifs	
Comptes financiers	1 750 910,69
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	1 750 910,69
Total de l'actif I+II	41 383 434,95

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Bilan Passif au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Capitaux propres :	
Capital	38 823 774,42
Report à nouveau sur revenu net	
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	
Résultat net de l'exercice	1 823 982,76
Capitaux propres I	40 647 757,18
Passifs de financement II (*)	
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	40 647 757,18
Passifs éligibles :	
Instruments financiers (A)	
Opérations de cession sur instruments financiers	
Opérations temporaires sur titres financiers	
Instruments financiers à terme (B)	412 834,63
Emprunts (C) (*)	
Autres passifs éligibles (D)	
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	412 834,63
Autres passifs :	
Dettes et comptes d'ajustement passifs	322 843,14
Concours bancaires	
Sous-total autres passifs IV	322 843,14
Total Passifs : I+II+III+IV	41 383 434,95

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Revenus financiers nets	
Produits sur opérations financières :	
Produits sur actions	
Produits sur obligations	873 270,11
Produits sur titres de créances	1 331,47
Produits sur parts d'OPC	
Produits sur instruments financiers à terme	718 966,92
Produits sur opérations temporaires sur titres	
Produits sur prêts et créances	
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	
Autres produits financiers	32 662,12
Sous-total produits sur opérations financières	1 626 230,62
Charges sur opérations financières :	
Charges sur opérations financières	
Charges sur instruments financiers à terme	-410 603,19
Charges sur opérations temporaires sur titres	
Charges sur emprunts	
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	
Charges sur passifs de financement	
Autres charges financières	-48 873,15
Sous-total charges sur opérations financières	-459 476,34
Total revenus financiers nets (A)	1 166 754,28
Autres produits :	
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	
Versements en garantie de capital ou de performance	
Autres produits	
Autres charges :	
Frais de gestion de la société de gestion	-33 824,59
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	
Impôts et taxes	
Autres charges	
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-33 824,59
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	1 132 929,69
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	-60 806,53
Sous-total revenus nets I = (C+D)	1 072 123,16
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :	
Plus ou moins-values réalisées	572 439,52
Frais de transactions externes et frais de cession	
Frais de recherche	
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	
Indemnités d'assurance perçues	
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	572 439,52
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	14 005,18
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	586 444,70

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Compte de résultat au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :	
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	218 803,14
Écarts de change sur les comptes financiers en devises	
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	218 803,14
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	-53 388,24
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	165 414,90
Acomptes :	
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	
Impôt sur le résultat V (*)	
Résultat net I + II + III + IV + V	1 823 982,76

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexes aux comptes annuels

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a. Stratégie et profil de gestion

L'objectif de gestion du fonds est de participer à la hausse potentielle des marchés obligataires de la zone euro, grâce à un processus rigoureux pour identifier les principales sources de performance.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023	31/12/2024
Actif net en EUR	120 325 574,64	138 227 906,99	89 586 169,35	52 154 630,99	40 647 757,18
Nombre de titres	11 632	13 324	8 848	4 953	3 687
Valeur liquidative unitaire	10 344,35	10 374,35	10 125,01	10 529,90	11 024,61
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	-42,92	193,06	-527,77	-39,03	159,05
Capitalisation unitaire sur revenu	9,52	7,12	3,96	67,18	290,78

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020- 07 modifié)

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.

NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.

Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers , les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Exposition directe aux marchés de crédit : principes et règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC (tableau C1f.) :

Tous les éléments du portefeuille de l'OPC exposés directement aux marchés de crédit sont repris dans ce tableau.

Pour chaque élément, les diverses notations sont récupérées : note de l'émission et/ou de de l'émetteur, note long terme et/ou court terme.

Ces notes sont récupérées sur 3 agences de notation

Les règles de détermination de la note retenue sont alors :

1er niveau : s'il existe une note pour l'émission, celle-ci est retenue au détriment de la note de l'émetteur

2ème niveau : la note Long Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation

S'il n'existe pas de note long terme, la note Court Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation

Si aucune note n'est disponible l'élément sera considéré comme « Non noté »

Enfin selon la note retenue la catégorisation de l'élément est réalisé en fonction des standards de marchés définissant les notions « Investissement Grade » et « Non Investment Grade ».

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0011697069 - Part PORTFOLIO LCR CREDIT : Taux de frais maximum de 0,50% TTC.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Lorsque l'OPC est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part PORTFOLIO LCR CREDIT	Capitalisation	Capitalisation

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	31/12/2024
Capitaux propres début d'exercice	52 154 630,99
Flux de l'exercice :	
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-13 431 046,16
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	1 132 929,69
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	572 439,52
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	218 803,14
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	
Autres éléments	
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	40 647 757,18

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice		
Parts rachetées durant l'exercice	-1 266	-13 431 046,16
Solde net des souscriptions/rachats	-1 266	-13 431 046,16
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	3 687	

B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
PORTFOLIO LCR CREDIT FR0011697069	Capitalisation	Capitalisation	EUR	40 647 757,18	3 687	11 024,61

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1 +/-	Pays 2 +/-	Pays 3 +/-	Pays 4 +/-	Pays 5 +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées						
Opérations temporaires sur titres						
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers						
Opérations temporaires sur titres						
Hors-bilan						
Futures		NA	NA	NA	NA	NA
Options		NA	NA	NA	NA	NA
Swaps		NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers		NA	NA	NA	NA	NA
Total						

C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total						

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts					
Obligations	38 989,25	38 989,25			
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Comptes financiers	1 750,91				1 750,91
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Futures	NA				
Options	NA				
Swaps	NA	-16 710,00	16 710,00		
Autres instruments financiers	NA				
Total		22 279,25	16 710,00		1 750,91

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois] (*)	]3 - 6 mois] (*)	]6 - 12 mois] (*)	]1 - 3 ans] (*)	]3 - 5 ans] (*)	]5 - 10 ans] (*)	>10 ans (*)
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif							
Dépôts							
Obligations				4 644,01	17 578,09	16 767,14	
Titres de créances							
Opérations temporaires sur titres							
Comptes financiers	1 750,91						
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers							
Opérations temporaires sur titres							
Emprunts							
Comptes financiers							
Hors-bilan							
Futures							
Options							
Swaps	16 310,01	400,00			-3 220,00	-13 490,00	
Autres instruments							
Total	18 060,92	400,00		4 644,01	14 358,09	3 277,14	

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1e. Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1	Devise 2	Devise 3	Devise 4	Devise N
	+/-	+/-	+/-	+/-	+/-
Actif					
Dépôts					
Actions et valeurs assimilées					
Obligations et valeurs assimilées					
Titres de créances					
Opérations temporaires sur titres					
Créances					
Comptes financiers					
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers					
Opérations temporaires sur titres					
Emprunts					
Dettes					
Comptes financiers					
Hors-bilan					
Devises à recevoir					
Devises à livrer					
Futures options swaps					
Autres opérations					
Total					

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1f. Exposition directe aux marchés de crédit(*)

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade +/-	Non Invest. Grade +/-	Non notés +/-
Actif			
Obligations convertibles en actions			
Obligations et valeurs assimilées	38 989,25		
Titres de créances			
Opérations temporaires sur titres			
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers			
Opérations temporaires sur titres			
Hors-bilan			
Dérivés de crédits			
Solde net	38 989,25		

(*) Les principes et les règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC selon les catégories d'exposition aux marchés de crédit sont détaillés au chapitre A2. Règles et méthodes comptables.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan		
Dépôts		
Instruments financiers à terme non compensés		
CREDIT AGRICOLE CORP IB	0,75	
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE	313,31	
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension		
Créances représentatives de titres donnés en garantie		
Créances représentatives de titres financiers prêtés		
Titres financiers empruntés		
Titres reçus en garantie		
Titres financiers donnés en pension		
Créances		
Collatéral espèces		
Dépôt de garantie espèces versé		
Opérations figurant au passif du bilan		
Dettes représentatives des titres donnés en pension		
Instruments financiers à terme non compensés		
BNP PARIBAS		124,60
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE		15,14
CREDIT AGRICOLE CORP IB		109,16
UNICREDIT BANK AG (HYPOVEREINSBANK)		25,76
J.P. MORGAN SE		25,78
HSBC CONTINENTAL EUROPE SA		81,00
SOCIETE GENERALE SA		31,39
Dettes		
Collatéral espèces		
GOLDMAN SACHS BANK EUROPE SE		320,00

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	31/12/2024
Créances		
Total des créances		
Dettes		
	Frais de gestion fixe	2 843,14
	Collatéraux	320 000,00
Total des dettes		322 843,14
Total des créances et des dettes		-322 843,14

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	31/12/2024
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	33 824,59
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,08
Rétrocessions des frais de gestion	

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	31/12/2024
Garanties reçues	
- dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	
Garanties données	
- dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	
Autres engagements hors bilan	
Total	

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D4. Autres informations

D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2024
Titres pris en pension livrée	
Titres empruntés	

D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2024
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			
Instruments financiers à terme			16 710 000,00
	ASS302571	E6R/3.61 29	400 000,00
	ASS291729	OISEST/0.01 30	2 000 000,00
	ASS311075	OISEST/2.75 30	300 000,00
	ASS310802	OISEST/2.875 29	180 000,00
	ASS315011	OISEST/2.875 31	800 000,00
	ASS308668	OISEST/2.875 33	1 000 000,00
	ASS303211	OISEST/3.0 31	1 600 000,00
	ASS312391	OISEST/3.125 28	200 000,00
	ASS310624	OISEST/3.125 31	1 100 000,00
	ASS301866	OISEST/3.125 32	900 000,00
	ASS310623	OISEST/3.125 33	1 000 000,00
	ASS307974	OISEST/3.375 32	500 000,00
	ASS311625	OISEST/3.5 29	600 000,00
	ASS303148	OISEST/3.5 29	200 000,00
	ASS274306	OISEST/3.5 29	600 000,00
	ASS307561	OISEST/3.5 29	240 000,00
	ASS283948	OISEST/3.5 30	900 000,00
	ASS308732	OISEST/3.5 31	400 000,00
	ASS283484	OISEST/3.625 30	400 000,00
	ASS282815	OISEST/4.125 29	800 000,00
	ASS296302	OISEST/4.25 30	400 000,00
	ASS314559	OISEST/4.25 31	1 000 000,00
	ASS314557	OISEST/4.25 32	1 000 000,00
	ASS306172	OISEST/4.375 30	190 000,00
Total des titres du groupe			16 710 000,00

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	1 072 123,16
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	
Revenus de l'exercice à affecter	1 072 123,16
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 072 123,16

Part PORTFOLIO LCR CREDIT

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	1 072 123,16
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	
Revenus de l'exercice à affecter (**)	1 072 123,16
Report à nouveau	
Sommes distribuables au titre du revenu net	1 072 123,16
Affectation :	
Distribution	
Report à nouveau du revenu de l'exercice	
Capitalisation	1 072 123,16
Total	1 072 123,16
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	
Crédits d'impôt totaux	
Crédits d'impôt unitaires	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	586 444,70
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	586 444,70
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	586 444,70

Part PORTFOLIO LCR CREDIT

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	586 444,70
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**) Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	586 444,70
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	586 444,70
Affectation : Distribution Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes Capitalisation	586 444,70
Total	586 444,70
* Information relative aux acomptes versés Acomptes unitaires versés	
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution Nombre de parts Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			38 989 249,33	95,92
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			38 989 249,33	95,92
Automobiles			419 416,97	1,03
BOSCH GMBH ROBERT 3.625% 02-06-30	EUR	400 000	419 416,97	1,03
Banques commerciales			5 207 692,80	12,81
BPCE SFH 3.0% 15-01-31	EUR	1 600 000	1 659 336,11	4,08
BPER BANCA 2.875% 22-07-29	EUR	180 000	182 421,81	0,45
BPER BANCA 3.25% 22-01-31	EUR	250 000	260 942,66	0,64
COOPERATIEVE RABOBANK UA 2.875% 19-01-33	EUR	1 000 000	1 029 647,36	2,53
NATIONWIDE BUILDING SOCIETY 3.375% 27-11-28	EUR	1 100 000	1 133 376,13	2,79
UNICREDIT 3.5% 31-07-30 EMTN	EUR	900 000	941 968,73	2,32
Boissons			627 893,24	1,54
ANHEUSER INBEV SANV 3.45% 22-09-31	EUR	230 000	237 987,62	0,59
COCACOLA EUROPACIFIC PARTNERS 1.5% 08-11-27	EUR	400 000	389 905,62	0,95
Compagnies aériennes			287 951,73	0,71
DEUTSCHE LUFTHANSA AG 3.625% 03-09-28	EUR	280 000	287 951,73	0,71
Composants automobiles			1 223 804,51	3,01
AUTOLIV 4.25% 15-03-28 EMTN	EUR	1 150 000	1 223 804,51	3,01
Conglomérats industriels			1 067 163,94	2,63
KONINKLIJKE PHILIPS NV 4.25% 08-09-31	EUR	1 000 000	1 067 163,94	2,63
Electricité			1 599 743,82	3,94
EDF 4.25% 25-01-32 EMTN	EUR	1 000 000	1 089 578,48	2,68
REDEIA 3.375% 09-07-32	EUR	500 000	510 165,34	1,26
Epargne et prêts hypothécaires			1 137 210,32	2,80
SWEDBANK MORTGAGE AB 3.125% 05-07-28	EUR	1 100 000	1 137 210,32	2,80
Equipement et services pour l'énergie			1 468 567,39	3,61
2I RETE GAS 1.608% 31-10-27	EUR	1 200 000	1 164 679,35	2,86
EUROGRID GMBH 1 3.075% 18-10-27	EUR	300 000	303 888,04	0,75
Finances			782 497,70	1,93
EASYJET FINCO BV 1.875% 03-03-28	EUR	800 000	782 497,70	1,93
Gestion et promotion immobilière			797 619,04	1,96
HEMSO TREASURY OYJ 0.0% 19-01-28	EUR	400 000	364 107,47	0,90
ICADE SANTE SAS 5.5% 19-09-28	EUR	400 000	433 511,57	1,06
Gestion immobilière et développement			202 577,28	0,50
AB SAGAX 4.375% 29-05-30 EMTN	EUR	190 000	202 577,28	0,50

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Hôtels, restaurants et loisirs			355 687,56	0,88
AMADEUS CM 3.5% 21-03-29 EMTN	EUR	200 000	209 320,34	0,52
COMPASS 3.25% 06-02-31 EMTN	EUR	140 000	146 367,22	0,36
Immobilier			912 309,67	2,24
COVENTRY BLDG 0.01% 07-07-28	EUR	1 000 000	912 309,67	2,24
Logiciels			319 095,61	0,79
AENA 4.25% 13-10-30 EMTN	EUR	300 000	319 095,61	0,79
Machines			927 843,17	2,28
SIEMENS FINANCIERINGSMAATNV 3.125% 22-05-32	EUR	900 000	927 843,17	2,28
Marchés de capitaux			3 649 256,37	8,98
ARKEA PUBLIC SECTOR SCF 3.111% 28-02-29	EUR	1 000 000	1 043 644,64	2,57
DANSKE MORTGAGE BANK 3.5% 29-01-29	EUR	1 000 000	1 065 988,72	2,62
RAIFFEISEN BANK INTL AG 3.375% 25-09-27	EUR	1 500 000	1 539 623,01	3,79
Pétrole et gaz			523 133,22	1,29
NESTE OYJ 3.875% 21-05-31 EMTN	EUR	210 000	218 764,69	0,54
WINTERSHALL DEA FINANCE BV 3.83% 03-10-29	EUR	300 000	304 368,53	0,75
Produits chimiques			2 001 641,70	4,92
ARKEMA 4.25% 20-05-30 EMTN	EUR	400 000	430 061,32	1,06
ROQUETTE FRERES 3.774% 25-11-31	EUR	600 000	598 151,40	1,47
SHELL INTL FINANCE BV 1.5% 07-04-28	EUR	1 000 000	973 428,98	2,39
Produits de soins personnels			804 577,88	1,98
L OREAL S A 2.875% 06-11-31	EUR	800 000	804 577,88	1,98
Produits pharmaceutiques			299 466,70	0,74
GSK CAPITAL BV 2.875% 19-11-31	EUR	300 000	299 466,70	0,74
Produits pour l'industrie du bâtiment			632 920,54	1,56
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN 3.5% 18-01-29	EUR	600 000	632 920,54	1,56
Services aux collectivités			660 414,06	1,62
ENGIE 0.0% 04-03-27 EMTN	EUR	700 000	660 414,06	1,62
Services aux entreprises			301 384,14	0,74
CRHCAISSE DE REFINANCEMENT DE L HABITAT 2.75% 06-09-30	EUR	300 000	301 384,14	0,74
Services aux professionnels			950 520,35	2,34
RANDSTAD NV 3.61% 12-03-29	EUR	400 000	419 606,96	1,03
TELEPERFORMANCE SE 5.25% 22-11-28	EUR	500 000	530 913,39	1,31
Services clientèle divers			276 704,50	0,68
LEASYS 3.875% 12-10-27 EMTN	EUR	270 000	276 704,50	0,68
Services de télécommunication diversifiés			544 292,68	1,34
TDF INFRASTRUCTURE SAS 5.625% 21-07-28	EUR	500 000	544 292,68	1,34

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Services financiers diversifiés			5 756 303,56	14,14
BRENNTAG FINANCE BV 3.75% 24-04-28	EUR	200 000	209 527,84	0,52
CREDIT MUTUEL HOME LOAN SFH 3.125% 22-02-33	EUR	1 000 000	1 036 532,56	2,55
DNB BOLIGKREDITT 3.125% 05-06-31	EUR	1 100 000	1 141 256,99	2,81
DSV PANALPINA FINANCE BV 3.5% 26-06-29	EUR	240 000	250 363,59	0,62
ENBW INTL FINANCE 3.5% 22-07-31	EUR	400 000	413 239,74	1,02
SR BOLI 0.01 02-30	EUR	2 000 000	1 745 585,12	4,25
TRATON FINANCE LUXEMBOURG 4.5% 23-11-26	EUR	300 000	308 798,98	0,76
VOLVO TREASURY AB 3.125% 08-02-29	EUR	160 000	165 153,91	0,41
WPP FINANCE 4.125% 30-05-28	EUR	456 000	485 844,83	1,20
Services liés aux technologies de l'information			732 216,45	1,80
THALES SERVICES SAS 4.125% 18-10-28	EUR	700 000	732 216,45	1,80
Sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC)			1 770 617,28	4,36
ICADE 1.625% 28-02-28	EUR	1 200 000	1 158 992,15	2,86
UNIBAIL RODAMCO SE 3.5% 11-09-29	EUR	600 000	611 625,13	1,50
Soins et autres services médicaux			726 392,13	1,79
NOVNVX 0 09/23/28	EUR	800 000	726 392,13	1,79
Textiles, habillement et produits de luxe			731 485,80	1,80
LVMH MOET HENNESSY 3.375% 05-02-30	EUR	700 000	731 485,80	1,80
Transport maritime			234 547,87	0,58
AP MOELLER MAERSK AS 3.75% 05-03-32	EUR	220 000	234 547,87	0,58
Transport routier et ferroviaire			1 056 299,35	2,60
DAIMLER TRUCK INTL FINANCE BV 3.125% 23-03-28	EUR	200 000	202 992,80	0,50
FERROVIE DELLO STATO ITALIANE 4.125% 23-05-29	EUR	800 000	853 306,55	2,10
TITRES D'OPC			329 217,60	0,81
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne			329 217,60	0,81
Gestion collective			329 217,60	0,81
LOTUS LCR C	EUR	30	329 217,60	0,81
Total			39 318 466,93	96,73

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total						

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
E6R/3.61 29	400 000		-13 497,64	400 000,00
OISEST/0.01 30	2 000 000	313 312,15		2 000 000,00
OISEST/2.75 30	300 000		-738,11	300 000,00
OISEST/2.875 29	180 000		-798,17	180 000,00
OISEST/2.875 31	800 000		-1 021,48	800 000,00
OISEST/2.875 33	1 000 000		-27 530,96	1 000 000,00
OISEST/3.0 31	1 600 000		-25 783,93	1 600 000,00
OISEST/3.125 28	200 000	745,18		200 000,00
OISEST/3.125 31	1 100 000		-40 807,34	1 100 000,00
OISEST/3.125 32	900 000		-7 766,61	900 000,00
OISEST/3.125 33	1 000 000		-40 196,30	1 000 000,00
OISEST/3.375 32	500 000		-11 745,21	500 000,00
OISEST/3.5 29	600 000		-2 331,90	600 000,00
OISEST/3.5 29	200 000		-2 479,52	200 000,00
OISEST/3.5 29	600 000		-6 793,41	600 000,00
OISEST/3.5 29	240 000		-3 638,14	240 000,00
OISEST/3.5 30	900 000		-25 758,53	900 000,00
OISEST/3.5 31	400 000		-7 085,51	400 000,00
OISEST/3.625 30	400 000		-14 556,09	400 000,00
OISEST/4.125 29	800 000		-15 138,62	800 000,00
OISEST/4.25 30	400 000		-15 213,04	400 000,00
OISEST/4.25 31	1 000 000		-65 426,56	1 000 000,00
OISEST/4.25 32	1 000 000		-80 032,05	1 000 000,00
OISEST/4.375 30	190 000		-4 495,51	190 000,00
Sous-total 3.		314 057,33	-412 834,63	16 710 000,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total		314 057,33	-412 834,63	16 710 000,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.				
2. Options				
Sous-total 2.				
3. Swaps				
Sous-total 3.				
4. Autres instruments				
Sous-total 4.				
Total				

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	39 318 466,93
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	
Total instruments financiers à terme - actions	
Total instruments financiers à terme - taux	-98 777,30
Total instruments financiers à terme - change	
Total instruments financiers à terme - crédit	
Total instruments financiers à terme - autres expositions	
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	
Autres actifs (+)	1 750 910,69
Autres passifs (-)	-322 843,14
Passifs de financement (-)	
Total = actif net	40 647 757,18

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part PORTFOLIO LCR CREDIT	EUR	3 687	11 024,61

PORTFOLIO LCR CREDIT

COMPTES ANNUELS

29/12/2023

BILAN ACTIF AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	53 819 325,25	92 067 455,85
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	51 428 345,10	83 228 545,91
Négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	51 428 345,10	83 228 545,91
Non négoiciées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négoiés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	315 147,30	0,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	315 147,30	0,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	2 075 832,85	8 838 909,94
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	2 075 832,85	8 838 909,94
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	2 925,41	0,00
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	2 925,41	0,00
COMPTES FINANCIERS	801 452,50	5 084 629,78
Liquidités	801 452,50	5 084 629,78
TOTAL DE L'ACTIF	54 623 703,16	97 152 085,63

BILAN PASSIF AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	52 015 204,82	94 220 861,44
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-193 362,45	-4 669 780,72
Résultat de l'exercice (a,b)	332 788,62	35 088,63
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	52 154 630,99	89 586 169,35
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	585 719,15	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	585 719,15	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	585 719,15	0,00
DETTES	1 883 353,02	7 565 916,28
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	1 883 353,02	7 565 916,28
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	54 623 703,16	97 152 085,63

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Asset swaps		
OISEST/1.5 28	3 400 000,00	4 000 000,00
OISEST/1.125 28	0,00	5 350 000,00
OISEST/1.5 27	0,00	2 500 000,00
OISEST/0.01 30	0,00	6 000 000,00
OISEST/0.524 28	0,00	4 500 000,00
OISEST/0.125 27	0,00	4 000 000,00
OISEST/0.45 26	0,00	900 000,00
OISEST/1.608 27	0,00	1 500 000,00
OISEST/1.625 28	0,00	1 500 000,00
OISEST/1.75 26	0,00	2 000 000,00
OISEST/0.01 28	2 700 000,00	2 700 000,00
OISEST/0.01 28	1 000 000,00	2 500 000,00
OISEST/0.125 27	0,00	3 000 000,00
OISEST/0.625 26	0,00	500 000,00
OISEST/0.875 26	0,00	1 500 000,00
OISEST/0.125 28	2 100 000,00	4 200 000,00
OISEST/1.125 27	0,00	1 300 000,00
OISEST/2.125 26	0,00	2 600 000,00
OISEST/1.375 26	0,00	1 500 000,00
OISEST/0.625 26	0,00	1 000 000,00
OISEST/1.5 28	0,00	520 000,00
OISEST/2.375 28	2 200 000,00	0,00
OISEST/3.45 27	0,00	500 000,00
OISEST/0.625 27	0,00	1 000 000,00
OISEST/0.0 27	0,00	700 000,00
OISEST/3.875 27	0,00	2 200 000,00
OISEST/0.875 27	0,00	1 700 000,00
OISEST/3.125 28	0,00	1 500 000,00
OISEST/3.875 28	0,00	1 100 000,00
OISEST/3.625 27	0,00	1 200 000,00
OISEST/0.0 26	0,00	1 100 000,00
OISEST/2.25 27	0,00	5 000 000,00
OISEST/0.625 25	0,00	1 000 000,00
OISEST/2.625 26	0,00	1 700 000,00
OISEST/3.0 27	0,00	800 000,00
OISEST/1.75 26	0,00	1 200 000,00
OISEST/1.25 26	0,00	1 500 000,00
OISEST/3.0 26	0,00	1 600 000,00
OISEST/3.5 29	600 000,00	0,00
OISEST/4.25 28	500 000,00	0,00
OISEST/3.125 28	1 100 000,00	0,00

HORS-BILAN AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
OISEST/3.25 28	700 000,00	0,00
OISEST/3.75 30	700 000,00	0,00
OISEST/4.125 29	800 000,00	0,00
E3R/4.125 28	400 000,00	0,00
OISEST/4.125 28	400 000,00	0,00
OISEST/3.625 30	1 100 000,00	0,00
OISEST/3.5 30	900 000,00	0,00
OISEST/3.375 32	1 300 000,00	0,00
OISEST/5.625 28	500 000,00	0,00
OISEST/0.5 29	800 000,00	0,00
OISEST/4.25 28	1 000 000,00	0,00
OISEST/3.25 28	900 000,00	0,00
OISEST/3.375 30	1 600 000,00	0,00
OISEST/0.0 28	800 000,00	0,00
OISEST/3.5 29	1 000 000,00	0,00
OISEST/4.125 28	900 000,00	0,00
E6R/5.5 28	700 000,00	0,00
OISEST/0.01 30	3 800 000,00	0,00
OISEST/4.0 28	600 000,00	0,00
OISEST/1.875 28	800 000,00	0,00
OISEST/1.5 27	1 500 000,00	0,00
OISEST/1.608 27	1 500 000,00	0,00
OISEST/4.25 30	300 000,00	0,00
OISEST/4.125 28	700 000,00	0,00
OISEST/4.25 30	400 000,00	0,00
OISEST/3.875 31	210 000,00	0,00
E6R/3.375 29	900 000,00	0,00
Autres engagements		
AUTRES OPÉRATIONS		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Asset swaps		
OISEST/1.625 27	0,00	1 100 000,00
OISEST/1.625 26	0,00	1 700 000,00
OISEST/1.875 29	0,00	700 000,00
OISEST/2.375 28	0,00	2 700 000,00
Autres engagements		

COMPTE DE RÉSULTAT AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	65 471,66	9 133,45
Produits sur actions et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur obligations et valeurs assimilées	519 262,51	895 235,14
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	9 972,95
Produits sur instruments financiers à terme	359 479,87	171 742,10
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	944 214,04	1 086 083,64
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	113 870,97	19 799,63
Charges sur instruments financiers à terme	343 070,95	924 058,79
Charges sur dettes financières	0,00	17 478,01
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	456 941,92	961 336,43
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	487 272,12	124 747,21
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	51 669,64	90 654,15
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	435 602,48	34 093,06
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-102 813,86	995,57
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	332 788,62	35 088,63

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :**Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0011697069 - Part PORTFOLIO LCR CREDIT : Taux de frais maximum de 0,50% TTC.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus. Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	89 586 169,35	138 227 906,99
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	10 364,41	20 107,75
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-39 946 945,70	-45 258 603,86
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	628 656,49	182 940,25
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-6 375 936,65	-9 251 263,15
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	7 274 878,40	6 474 176,29
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-1 690 830,42	-3 096 180,90
Frais de transactions	0,00	0,00
Différences de change	0,00	0,00
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	9 581 468,87	-9 148 894,72
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-1 374 607,99	-10 956 076,86
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	10 956 076,86	1 807 182,14
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	-7 348 796,24	11 401 887,64
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	1 490 113,70	8 838 909,94
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	-8 838 909,94	2 562 977,70
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	435 602,48	34 093,06
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	52 154 630,99	89 586 169,35

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	51 428 345,10	98,61
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	51 428 345,10	98,61
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
Taux	38 810 000,00	74,41
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	38 810 000,00	74,41
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	51 428 345,10	98,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	801 452,50	1,54
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	38 810 000,00	74,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 265 168,42	13,93	28 276 802,71	54,22	15 886 373,97	30,46
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	801 452,50	1,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 400 000,00	46,78	14 410 000,00	27,63
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1		Devise 2		Devise 3		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/12/2023
CRÉANCES		
	Ventes à règlement différé	2 925,41
TOTAL DES CRÉANCES		2 925,41
DETTES		
	Frais de gestion fixe	3 353,02
	Collatéraux	1 880 000,00
TOTAL DES DETTES		1 883 353,02
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-1 880 427,61

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part PORTFOLIO LCR CREDIT		
Parts souscrites durant l'exercice	1	10 364,41
Parts rachetées durant l'exercice	-3 896	-39 946 945,70
Solde net des souscriptions/rachats	-3 895	-39 936 581,29
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	4 953	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part PORTFOLIO LCR CREDIT	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/12/2023
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	51 669,64
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,08
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/12/2023
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/12/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/12/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			10 310 000,00
	ASS296549	E6R/3.375 29	900 000,00
	ASS290883	E6R/5.5 28	700 000,00
	ASS239781	OISEST/1.5 28	3 400 000,00
	ASS284929	OISEST/3.375 32	1 300 000,00
	ASS274306	OISEST/3.5 29	600 000,00
	ASS296352	OISEST/3.875 31	210 000,00
	ASS291744	OISEST/4.0 28	600 000,00
	ASS290033	OISEST/4.125 28	900 000,00
	ASS293515	OISEST/4.125 28	700 000,00
	ASS278304	OISEST/4.25 28	500 000,00
	ASS286798	OISEST/5.625 28	500 000,00
Total des titres du groupe			10 310 000,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	332 788,62	35 088,63
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	332 788,62	35 088,63

	29/12/2023	30/12/2022
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	332 788,62	35 088,63
Total	332 788,62	35 088,63

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-193 362,45	-4 669 780,72
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	-193 362,45	-4 669 780,72

	29/12/2023	30/12/2022
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	-193 362,45	-4 669 780,72
Total	-193 362,45	-4 669 780,72

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023
Actif net Global en EUR	117 534 829,15	120 325 574,64	138 227 906,99	89 586 169,35	52 154 630,99
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT en EUR					
Actif net	117 534 829,15	120 325 574,64	138 227 906,99	89 586 169,35	52 154 630,99
Nombre de titres	11 434	11 632	13 324	8 848	4 953
Valeur liquidative unitaire	10 279,41	10 344,35	10 374,35	10 125,01	10 529,90
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-24,42	-42,92	193,06	-527,77	-39,03
Capitalisation unitaire sur résultat	18,33	9,52	7,12	3,96	67,18

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Obligations et valeurs assimilées				
Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
AMPRION 3.45% 22-09-27	EUR	500 000	510 840,38	0,97
BOSC GM 3.625 06-30	EUR	1 100 000	1 152 830,77	2,22
CONTINENTAL 4.0% 01-06-28 EMTN	EUR	600 000	633 846,35	1,22
TOTAL ALLEMAGNE			2 297 517,50	4,41
AUTRICHE				
RAIF BA 3.875 03-26	EUR	1 700 000	1 776 244,46	3,41
TOTAL AUTRICHE			1 776 244,46	3,41
ESPAGNE				
AENA 4.25% 13-10-30 EMTN	EUR	300 000	322 126,00	0,61
TOTAL ESPAGNE			322 126,00	0,61
ETATS-UNIS				
IHG FIN 4.375 11-29	EUR	240 000	249 858,43	0,48
TOTAL ETATS-UNIS			249 858,43	0,48
FINLANDE				
DANS MO 3.5 01-29	EUR	1 000 000	1 042 976,74	2,00
HEMS TR 0.0 01-28	EUR	400 000	343 033,58	0,66
NESTE OYJ 3.875% 21-05-31 EMTN	EUR	210 000	218 919,12	0,42
TOTAL FINLANDE			1 604 929,44	3,08
FRANCE				
ALD 1.25% 02-03-26 EMTN	EUR	1 500 000	1 448 248,48	2,78
ARKEMA 4.25% 20-05-30 EMTN	EUR	400 000	419 862,00	0,80
BPCE SFH 3.25% 12-04-28	EUR	1 600 000	1 666 793,28	3,20
CARREFOUR 3.75% 10-10-30 EMTN	EUR	700 000	721 044,26	1,39
COMP DE 3.5 01-29	EUR	600 000	633 324,61	1,21
COMP DE 3.875 11-30	EUR	400 000	415 016,18	0,80
CRED MU 2.375 02-28	EUR	2 200 000	2 215 661,96	4,24
CRHC DE 3.375 06-32	EUR	1 300 000	1 370 763,09	2,63
EDF 3.75% 05-06-27 EMTN	EUR	300 000	306 811,23	0,59
ENGIE 0.0% 04-03-27 EMTN	EUR	700 000	636 908,00	1,22
ICADE 1.625% 28-02-28	EUR	1 500 000	1 415 834,83	2,71
ICADE SANTE SAS 5.5% 19-09-28	EUR	700 000	744 373,00	1,42
L OREAL S A 3.375% 23-11-29	EUR	900 000	931 980,13	1,78
SG SFH 3.375% 31-07-30 EMTN	EUR	2 600 000	2 725 437,62	5,23
TDF INF 5.625 07-28	EUR	500 000	538 178,48	1,03
TELE SE 5.25 11-28	EUR	200 000	210 598,14	0,40
THAL SE 4.125 10-28	EUR	700 000	737 619,77	1,41
WORLDLINE 4.125% 12-09-28 EMTN	EUR	900 000	903 675,44	1,74
WPP FINANCE 4.125% 30-05-28	EUR	800 000	845 328,54	1,63
TOTAL FRANCE			18 887 459,04	36,21
ITALIE				
2I RETE GAS 1.608% 31-10-27	EUR	1 500 000	1 416 039,65	2,71
ENI 3.625% 19-05-27 EMTN	EUR	600 000	623 052,18	1,19
FERR DE 4.125 05-29	EUR	800 000	843 247,19	1,62
LEASYS 4.5% 26-07-26 EMTN	EUR	700 000	726 386,30	1,39

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
UNICREDIT 3.5% 31-07-30 EMTN	EUR	900 000	934 629,02	1,80
TOTAL ITALIE			4 543 354,34	8,71
LUXEMBOURG				
NOVA FI 0.0 09-28	EUR	800 000	708 777,71	1,36
TRAT FI 4.5 11-26	EUR	300 000	307 935,13	0,59
TOTAL LUXEMBOURG			1 016 712,84	1,95
NORVEGE				
SPAR 1 0.125 01-28	EUR	2 100 000	1 887 374,43	3,62
SR BOLI 0.01 02-30	EUR	3 800 000	3 206 269,57	6,15
TOTAL NORVEGE			5 093 644,00	9,77
PAYS-BAS				
CTP NV 0.625% 27-09-26 EMTN	EUR	750 000	676 622,12	1,30
EASY FI 1.875 03-28	EUR	800 000	761 020,81	1,46
ENEL FI 0.0 05-26	EUR	1 000 000	928 395,94	1,78
JAB HOL 1.75 06-26	EUR	800 000	779 018,21	1,49
JDE PEET S BV 0.5% 16-01-29	EUR	800 000	698 089,24	1,34
SAND FI 3.97 04-27	EUR	500 000	512 631,49	0,98
SHEL IN 1.5 04-28	EUR	3 400 000	3 257 112,38	6,25
VOLK IN 3.875 03-26	EUR	600 000	622 317,78	1,19
TOTAL PAYS-BAS			8 235 207,97	15,79
ROYAUME-UNI				
COCA EU 1.5 11-27	EUR	1 500 000	1 421 845,78	2,73
COVENTRY BLDG 0.01% 07-07-28	EUR	3 700 000	3 256 198,41	6,24
TOTAL ROYAUME-UNI			4 678 044,19	8,97
SUEDE				
AUTOLIV 4.25% 15-03-28 EMTN	EUR	1 500 000	1 590 418,53	3,05
SWED MO 3.125 07-28	EUR	1 100 000	1 132 828,36	2,17
TOTAL SUEDE			2 723 246,89	5,22
TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			51 428 345,10	98,61
TOTAL Obligations et valeurs assimilées			51 428 345,10	98,61
Organismes de placement collectif				
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays				
FRANCE				
PORTFOLIO LCR CREDIT 2026 PART C/D	EUR	30	315 147,30	0,60
TOTAL FRANCE			315 147,30	0,60
TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays			315 147,30	0,60
TOTAL Organismes de placement collectif			315 147,30	0,60

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Instruments financier à terme				
Autres instruments financiers à terme				
Asset swaps				
E3R/4.125 28	EUR	400 000	-19 489,56	-0,04
E6R/3.375 29	EUR	900 000	-27 190,94	-0,05
E6R/5.5 28	EUR	700 000	-23 474,71	-0,04
OISEST/0.01 28	EUR	2 700 000	339 465,48	0,65
OISEST/0.01 28	EUR	1 000 000	125 441,16	0,24
OISEST/0.01 30	EUR	3 800 000	611 761,44	1,17
OISEST/0.0 28	EUR	800 000	94 009,36	0,18
OISEST/0.125 28	EUR	2 100 000	253 177,03	0,48
OISEST/0.5 29	EUR	800 000	109 566,15	0,21
OISEST/1.5 27	EUR	1 500 000	78 450,88	0,15
OISEST/1.5 28	EUR	3 400 000	273 783,16	0,52
OISEST/1.608 27	EUR	1 500 000	82 805,23	0,16
OISEST/1.875 28	EUR	800 000	58 064,63	0,11
OISEST/2.375 28	EUR	2 200 000	49 308,33	0,10
OISEST/3.125 28	EUR	1 100 000	-17 298,86	-0,03
OISEST/3.25 28	EUR	900 000	-25 909,04	-0,05
OISEST/3.25 28	EUR	700 000	-12 707,70	-0,02
OISEST/3.375 30	EUR	1 600 000	-60 548,31	-0,12
OISEST/3.375 32	EUR	1 300 000	-54 516,14	-0,10
OISEST/3.5 29	EUR	600 000	-7 633,50	-0,01
OISEST/3.5 29	EUR	1 000 000	-36 522,08	-0,07
OISEST/3.5 30	EUR	900 000	-22 372,34	-0,04
OISEST/3.625 30	EUR	1 100 000	-38 111,03	-0,07
OISEST/3.75 30	EUR	700 000	-17 402,20	-0,03
OISEST/3.875 31	EUR	210 000	-6 490,40	-0,02
OISEST/4.0 28	EUR	600 000	-30 321,18	-0,06
OISEST/4.125 28	EUR	400 000	-10 035,94	-0,02
OISEST/4.125 28	EUR	700 000	-23 692,11	-0,05
OISEST/4.125 28	EUR	900 000	-29 175,52	-0,05
OISEST/4.125 29	EUR	800 000	-12 542,09	-0,03
OISEST/4.25 28	EUR	500 000	-15 538,49	-0,03
OISEST/4.25 28	EUR	1 000 000	-46 188,91	-0,09
OISEST/4.25 30	EUR	400 000	-16 414,37	-0,03
OISEST/4.25 30	EUR	300 000	-16 743,62	-0,03
OISEST/5.625 28	EUR	500 000	-15 400,11	-0,03
TOTAL Asset swaps			1 490 113,70	2,86
TOTAL Autres instruments financiers à terme			1 490 113,70	2,86
TOTAL Instruments financier à terme			1 490 113,70	2,86
Créances			2 925,41	0,00
Dettes			-1 883 353,02	-3,61
Comptes financiers			801 452,50	1,54
Actif net			52 154 630,99	100,00
<hr/>				
Parts PORTFOLIO LCR CREDIT	EUR	4 953	10 529,90	

PORTFOLIO LCR CREDIT

FIVG - Fonds d'Investissement à Vocation Générale

Annexe(s)

Produit

PORTFOLIO LCR CREDIT (C)

Société de gestion : Amundi Asset Management (ci-après: "nous" ou "la société de gestion"), membre du groupe de sociétés Amundi.

FR0011697069 - Devise : EUR

Site Internet de la société de gestion : www.amundi.fr

Appelez le +33 143233030 pour de plus amples informations.

L'Autorité des marchés financiers (« AMF ») est chargée du contrôle de Amundi Asset Management en ce qui concerne ce document d'informations clés.

Amundi Asset Management est agréée en France sous le n°GP-04000036 et réglementée par l'AMF.

Date de production du document d'informations clés : 13/12/2024.

Vous êtes sur le point d'acheter un produit qui n'est pas simple et qui peut être difficile à comprendre.

En quoi consiste ce produit ?

Type: Parts de PORTFOLIO LCR CREDIT, fonds d'investissement alternatif (FIA) constitué sous la forme d'un FCP.

Durée : La durée du produit est de 99 ans. La Société de gestion peut dissoudre le produit par liquidation ou fusion avec un autre produit conformément aux exigences légales.

Classification AMF (« Autorité des marchés financiers ») : Obligations et autres titres de créance libellés en euro

Objectifs: En souscrivant à PORTFOLIO LCR CREDIT, vous investissez dans des obligations privées et publiques émises en Euros.

L'objectif de gestion du fonds est de participer à la hausse potentielle des marchés obligataires de la zone euro, grâce à un processus rigoureux pour identifier les principales sources de performance.

Pour y parvenir, l'équipe de gestion sélectionne, à partir de scénarios économiques, de prévisions de taux d'intérêt et d'analyses crédits, des titres obligataires publics et privés libellés en euros. Les émissions privées seront sélectionnées selon le jugement de la gestion et dans le respect de la politique interne de suivi du risque de crédit de la Société de gestion. La gestion pourra recourir, de façon non exclusive et non mécanique, à des titres ayant une notation allant de AAA à BBB- sur l'échelle de Standard & Poor's ou de Fitch ou une notation allant de Aaa à Baa3 sur l'échelle de Moody's, et la souche à l'émission sera supérieure à 500 millions d'euros.

La fourchette de sensibilité est de 0 à 7.

Des instruments financiers à terme ou des acquisitions et cessions temporaires de titres peuvent être utilisés à titre de couverture et/ou d'exposition dans la limite de 200%.

L'OPC est géré activement. L'indice est utilisé à posteriori comme indicateur de comparaison des performances. La stratégie de gestion est discrétionnaire et sans contrainte relative à l'indice.

L'OPC est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »).

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Investisseurs de détail visés : Ce produit s'adresse aux investisseurs, qui ont une connaissance de base et une expérience limitée ou inexistante de l'investissement dans des fonds, qui visent à augmenter la valeur de leur investissement sur la période de détention recommandée avec la capacité de supporter des pertes à hauteur du montant investi.

Le produit n'est pas ouvert aux résidents des Etats Unis d'Amérique/"U.S. Person" (la définition de « U.S. Person » est disponible sur le site internet de la société de gestion www.amundi.com et/ou dans le prospectus).

Rachat et transaction : Les parts peuvent être vendues (remboursées) quotidiennement comme indiqué dans le prospectus au prix de transaction correspondant (valeur liquidative). De plus amples détails sont exposés dans le prospectus de PORTFOLIO LCR CREDIT.

Politique de distribution : Comme il s'agit d'une classe de parts de non-distribution, les revenus de l'investissement sont réinvestis.

Informations complémentaires : Vous pouvez obtenir de plus amples informations sur ce produit, y compris le prospectus et les rapports financiers, gratuitement sur demande auprès de : Amundi Asset Management - 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France.

La valeur liquidative du produit est disponible sur www.amundi.fr

Dépositaire : CACEIS Bank.

Quels sont les risques et qu'est-ce que cela pourrait me rapporter ?

INDICATEUR DE RISQUE



Risque le plus faible

Risque le plus élevé



L'indicateur de risque part de l'hypothèse que vous conservez le produit pendant 3 ans.

L'indicateur synthétique de risque permet d'apprécier le niveau de risque de ce produit par rapport à d'autres. Il indique la probabilité que ce produit enregistre des pertes en cas de mouvements sur les marchés ou d'une impossibilité de notre part de vous payer.

Nous avons classé ce produit dans la classe de risque 2 sur 7, qui est une classe de risque basse. Autrement dit, les pertes potentielles liées aux futurs résultats du produit se situent à un niveau faible et, si la situation venait à se détériorer sur les marchés, il est très peu probable que notre capacité à vous payer en soit affectée.

Risques supplémentaires : Le risque de liquidité du marché peut accentuer la variation des performances du produit.

L'utilisation de produits complexes tels que les produits dérivés peut entraîner une amplification des mouvements de titres dans votre portefeuille.

Ce produit ne prévoyant pas de protection contre les aléas de marché, vous pourriez perdre tout ou partie de votre investissement.

Outre les risques inclus dans l'indicateur de risque, d'autres risques peuvent influencer sur la performance du Fonds. Veuillez vous reporter au prospectus de PORTFOLIO LCR CREDIT.

SCÉNARIOS DE PERFORMANCE

Les scénarios défavorable, intermédiaire et favorable présentés représentent des exemples utilisant les meilleure et pire performances ainsi que la performance moyenne du Fonds au cours des 10 dernières années. Les marchés pourraient évoluer très différemment à l'avenir. Le scénario de tensions montre ce que vous pourriez obtenir dans des situations de marché extrêmes.

Ce que vous obtiendrez de ce produit dépend des performances futures du marché. L'évolution future du marché est aléatoire et ne peut être prédite avec précision.

Période de détention recommandée : 3 ans			
Investissement 10 000 EUR			
Scénarios		Si vous sortez après	
		1 an	3 ans
Minimum	Il n'existe aucun rendement minimal garanti. Vous pourriez perdre tout ou une partie de votre investissement.		
Scénario de tensions	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€7 730	€8 010
	Rendement annuel moyen	-22,7%	-7,1%
Scénario défavorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€8 610	€8 610
	Rendement annuel moyen	-13,9%	-4,9%
Scénario intermédiaire	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 060	€9 240
	Rendement annuel moyen	-9,4%	-2,6%
Scénario favorable	Ce que vous pourriez obtenir après déduction des coûts	€9 510	€9 500
	Rendement annuel moyen	-4,9%	-1,7%

Les chiffres indiqués comprennent tous les coûts du produit lui-même, mais pas nécessairement tous les frais dus à votre conseiller ou distributeur. Ces chiffres ne tiennent pas compte de votre situation fiscale personnelle, qui peut également influencer sur les montants que vous recevrez.

Scénario défavorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/08/2019 et le 31/08/2022

Scénario intermédiaire : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 31/10/2017 et le 30/10/2020

Scénario favorable : Ce type de scénario s'est produit pour un investissement entre le 30/11/2021 et le 28/11/2024

Que se passe-t-il si Amundi Asset Management n'est pas en mesure d'effectuer les versements ?

Le produit est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts distincte de la Société de gestion. En cas de défaillance de la Société de gestion, les actifs du produit conservés par le dépositaire ne seront pas affectés. En cas de défaillance du dépositaire, le risque de perte financière du produit est atténué en raison de la ségrégation légale des actifs du dépositaire de ceux du produit.

Que va me coûter cet investissement ?

Il se peut que la personne qui vous vend ce produit ou qui vous fournit des conseils à son sujet vous demande de payer des coûts supplémentaires. Si c'est le cas, cette personne vous informera au sujet de ces coûts et vous montrera l'incidence de ces coûts sur votre investissement.

COÛTS AU FIL DU TEMPS

Les tableaux présentent les montants prélevés sur votre investissement afin de couvrir les différents types de coûts. Ces montants dépendent du montant que vous investissez, du temps pendant lequel vous détenez le produit. Les montants indiqués ici sont des illustrations basées sur un exemple de montant d'investissement et des différentes périodes d'investissement possibles.

Nous avons supposé :

- qu'au cours de la première année vous récupéreriez le montant que vous avez investi (rendement annuel de 0 %). Que pour les autres périodes de détention, le produit évolue de la manière indiquée dans le scénario intermédiaire.

- 10 000 EUR sont investis.

Investissement 10 000 EUR		
Scénarios	Si vous sortez après	
	1 an	3 ans*
Coûts totaux	€1 023	€1 071
Incidence des coûts annuels**	10,3%	3,7%

* Période de détention recommandée.

** Elle montre dans quelle mesure les coûts réduisent annuellement votre rendement au cours de la période de détention. Par exemple, elle montre que si vous sortez à la fin de la période de détention recommandée, il est prévu que votre rendement moyen par an soit de 1,14% avant déduction des coûts et de -2,60% après cette déduction.

Ces chiffres comprennent les coûts de distribution maximaux que la personne vous vendant le produit peut vous facturer (10,00% du montant investi / 1 000 EUR). Cette personne vous informera des coûts de distribution réels.

COMPOSITION DES COÛTS

Coûts ponctuels d'entrée ou de sortie		Si vous sortez après 1 an
Coûts d'entrée	Cela comprend des coûts de distribution de 10,00% du montant investi. Il s'agit du montant maximal que vous paierez. La personne qui vous vend le produit vous informera des coûts réels.	Jusqu'à 1 000 EUR
Coûts de sortie	Nous ne facturons pas de coûts de sortie pour ce produit, mais la personne qui vous vend le produit peut le faire.	0,00 EUR
Coûts récurrents prélevés chaque année		
Frais de gestion et autres coûts administratifs ou d'exploitation	0,08% de la valeur de votre investissement par an. Ce pourcentage est basé sur les coûts réels au cours de la dernière année.	7,20 EUR
Coûts de transaction	0,18% de la valeur de votre investissement par an. Il s'agit d'une estimation des coûts encourus lorsque nous achetons et vendons les investissements sous-jacents pour le produit. Le montant réel variera en fonction du volume de nos achats et ventes.	15,97 EUR
Coûts accessoires prélevés sous certaines conditions spécifiques		
Commissions liées aux résultats	Il n'y a pas de commission liée aux résultats pour ce produit.	0,00 EUR

Combien de temps dois-je le conserver, et puis-je retirer de l'argent de façon anticipée?

Période de détention recommandée : 3 ans. Cette durée est basée sur notre évaluation des caractéristiques de risque et de rémunération et des coûts du Fonds. Ce produit est conçu pour un investissement à moyen terme ; vous devez être prêt à conserver votre investissement pendant au moins 3 ans. Vous pouvez obtenir le remboursement de votre investissement à tout moment ou le détenir plus longtemps.

Calendrier des ordres : les ordres de rachat de parts doivent être reçus avant 12:00 (heure de Paris) le jour d'établissement de la valeur liquidative. Veuillez-vous reporter au prospectus PORTFOLIO LCR CREDIT pour plus de détails concernant les rachats.

Comment puis-je formuler une réclamation?

Si vous avez des réclamations, vous pouvez :

- Envoyer un courrier à Amundi Asset Management au 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris - France
- Envoyer un e-mail à complaints@amundi.com

Dans le cas d'une réclamation, vous devez indiquer clairement vos coordonnées (nom, adresse, numéro de téléphone ou adresse e-mail) et fournir une brève explication de votre réclamation. Vous trouverez davantage d'informations sur notre site Internet www.amundi.fr.

Si vous avez une réclamation au sujet de la personne qui vous a conseillé ce produit, ou qui vous l'a vendu, vous devez vous rapprocher d'elle pour obtenir toutes les informations concernant la démarche à suivre pour faire une réclamation.

Autres informations pertinentes

Le produit est classé article 8 au sens du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit "Règlement Diclosure").

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) contribuent à la prise de décision du gérant, sans pour autant être un facteur déterminant de cette prise de décision.

Vous trouverez le prospectus, les documents d'informations clés, les avis aux investisseurs, les rapports financiers et d'autres documents d'information relatifs au produit, y compris les diverses politiques publiées du produit, sur notre site Internet www.amundi.fr. Vous pouvez également demander une copie de ces documents au siège social de la société de gestion.

Lorsque ce produit est utilisé comme support en unité de compte d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation, les informations complémentaires sur ce contrat, telles que les coûts du contrat, qui ne sont pas compris dans les coûts indiqués dans le présent document, le contact en cas de réclamation et ce qui se passe en cas de défaillance de l'entreprise d'assurance sont présentées dans le document d'informations clés de ce contrat obligatoirement remis par votre assureur ou courtier ou tout autre intermédiaire d'assurance conformément à son obligation légale.

Performance passée : Vous pouvez télécharger les performances passées du Fonds au cours des 10 dernières années sur www.amundi.fr.

Scénarios de performance : Vous pouvez consulter les scénarios de performance précédents mis à jour chaque mois sur www.amundi.fr.

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit :
PORTFOLIO LCR CREDIT

Identifiant d'entité juridique :
969500TY6AIQ8YYTGL30

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

Oui

Non

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental: _____

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: _____

Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de _____ d'investissements durables

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables

Par investissement durable, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Au cours de la période, le produit a promu des caractéristiques environnementales et/ou sociales en visant un score ESG supérieur au score ESG de l'univers d'investissement représenté par **BLOOMBERG EURO AGGREGATE CORPORATE EX FINANCIALS**. Pour déterminer la note ESG du produit et de l'univers d'investissement, la performance ESG est évaluée en continu en comparant la performance moyenne d'un titre par rapport au secteur de l'émetteur du titre, au regard de chacune des trois caractéristiques ESG que sont l'environnement, le social et la gouvernance. L'univers d'investissement est un univers de marché large qui n'évalue ni n'inclut des

composants en fonction de caractéristiques environnementales et/ou sociales et n'est donc pas destiné à être cohérent avec les caractéristiques promues par le fonds. Aucun indice de référence ESG n'a été désigné.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit sont atteintes.

● ***Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?***

Amundi a développé son propre processus de notation ESG interne basé sur l'approche " Best-in-class ". Des notations adaptées à chaque secteur d'activité visent à apprécier la dynamique dans laquelle évoluent les entreprises.

L'indicateur de durabilité utilisé est la note ESG moyenne du produit qui doit être supérieure à la note ESG de son univers d'investissement.

A la fin de la période :

- La note ESG moyenne pondérée du portefeuille est : **0,886 (C)**.
- La note ESG moyenne pondérée de l'univers de référence est : **0,475 (D)**.

La notation ESG d'Amundi utilisée pour déterminer le score ESG est un score quantitatif ESG traduit en sept notes, allant de A (les meilleurs scores de l'univers) à G (les plus mauvais). Dans l'échelle de notation ESG d'Amundi, les titres appartenant à la liste d'exclusion correspondent à un score de G.

Pour les émetteurs corporate, la performance ESG est évaluée globalement et en fonction de critères pertinents par comparaison avec la performance moyenne de leur secteur d'activité, à travers la combinaison des trois dimensions ESG :

- la dimension environnementale : elle examine la capacité des émetteurs à maîtriser leur impact direct et indirect sur l'environnement, en limitant leur consommation d'énergie, en réduisant leur émissions de gaz à effet de serre, en luttant contre l'épuisement des ressources et en protégeant la biodiversité ;
- la dimension sociale : elle mesure la façon dont un émetteur opère sur deux concepts distincts : la stratégie de l'émetteur pour développer son capital humain et le respect des droits de l'homme en général ;
- la dimension de gouvernance : elle évalue la capacité de l'émetteur à assurer les bases d'un cadre de gouvernance d'entreprise efficace et à générer de la valeur sur le long terme.

La méthodologie de notation ESG appliquée par Amundi repose sur 38 critères, soit génériques (communs à toutes les entreprises quelle que soit leur activité), soit sectoriels, pondérés par secteur et considérés en fonction de leur impact sur la réputation, l'efficacité opérationnelle et la réglementation de l'émetteur. Les ratings ESG d'Amundi sont susceptibles d'être exprimés globalement sur les trois dimensions E, S et G ou individuellement sur tout facteur environnemental ou social.

● ***...et par rapport aux périodes précédentes?***

A la fin de la période précédente, la note ESG moyenne pondérée du portefeuille était de 0,863 (C) et la note ESG moyenne pondérée de l'univers d'investissement ESG était de 0,515 (C).

● ***Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait partiellement réaliser et comment l'investissement durable a-t-il contribué à ces objectifs?***

Ce produit ne s'est pas engagé à réaliser un minimum d'investissements durables.

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

- ***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a partiellement réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?***

Ce produit ne s'est pas engagé à réaliser un minimum d'investissements durables

- ***Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?***
Ce produit ne s'est pas engagé à réaliser un minimum d'investissements durables
- ***Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme?***
Ce produit ne s'est pas engagé à réaliser un minimum d'investissements durables

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives prévus à l'Annexe 1, Tableau 1 du règlement délégué (EU) 2022/1288, ont été pris en compte par la mise en œuvre de politiques d'exclusions (normatives et sectorielles), l'intégration de la notation ESG dans le processus d'investissement, l'engagement et les approches de vote :

- Exclusion : Amundi a défini des règles d'exclusion normatives, par activité et par secteur, couvrant certains des principaux indicateurs de durabilité énumérés par le Règlement « Disclosure ».
- Intégration de facteurs ESG : Amundi a adopté des normes minimales d'intégration ESG appliquées par défaut à ses fonds ouverts gérés activement (exclusion des émetteurs notés

G et meilleur score ESG moyen pondéré supérieur à l'indice de référence applicable). Les 38 critères utilisés dans l'approche de notation ESG d'Amundi ont également été conçus pour prendre en compte les impacts clés sur les facteurs de durabilité, ainsi que la qualité de l'atténuation.

- Engagement : l'engagement est un processus continu et ciblé visant à influencer les activités ou le comportement des entreprises. L'objectif de l'engagement peut être divisé en deux catégories : engager un émetteur à améliorer la façon dont il intègre la dimension environnementale et sociale, engager un émetteur à améliorer son impact sur les questions environnementales, sociales et de droits de l'Homme ou d'autres questions de durabilité importantes pour la société et l'économie mondiale.
- Vote : la politique de vote d'Amundi répond à une analyse holistique de toutes les questions à long terme qui peuvent influencer la création de valeur, y compris les questions ESG importantes (la politique de vote d'Amundi est consultable sur son site internet).
- Suivi des controverses : Amundi a développé un système de suivi des controverses qui s'appuie sur trois fournisseurs de données externes pour suivre systématiquement les controverses et leur niveau de gravité. Cette approche quantitative est ensuite enrichie d'une évaluation approfondie de chaque controverse sévère, menée par des analystes ESG et de la revue périodique de son évolution. Cette approche s'applique à l'ensemble des fonds d'Amundi.

Pour des informations supplémentaires sur la manière dont les indicateurs obligatoires des Principales Incidences Négatives sont utilisés, veuillez consulter la Déclaration du Règlement SFDR disponible sur www.amundi.fr.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir: **du 01/01/2024 au 31/12/2024**

Investissements les plus importants	Secteur	Sous-secteur	Pays	% d'actifs
SRBANK 0.01% 02/30 EMTN	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Norvège	4,29 %
BPCECB 3% 01/31	Sécurisé	Actifs hypothécaires	France	4,08 %
RBI AV 3.375% 09/27 EMTN	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Autriche	3,79 %
ALV 4.25% 03/28 EMTN	Corporates	Consommation Discrétionnaire	États-Unis	3,01 %
FIREIT 1.608% 10/27	Corporates	Gaz naturel	Italie	2,86 %
ICADFP 1.625% 02/28	Corporates	Fonds de placement immobilier (FPI)	France	2,85 %
DNBNO 3.125% 06/31	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Norvège	2,81 %
SWEDA 3.125% 07/28 EMTN	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Suède	2,80 %
NWIDE 3.375% 11/28	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Royaume-Uni	2,79 %
EDF 4.25% 01/32 EMTN	Corporates	Électricité	France	2,68 %
PHIANA 4.25% 09/31 EMTN	Corporates	Biens de Consommation de Base	Pays-Bas	2,63 %
DANBNK 3.5%	Sécurisé	Actifs	Finlande	2,62 %

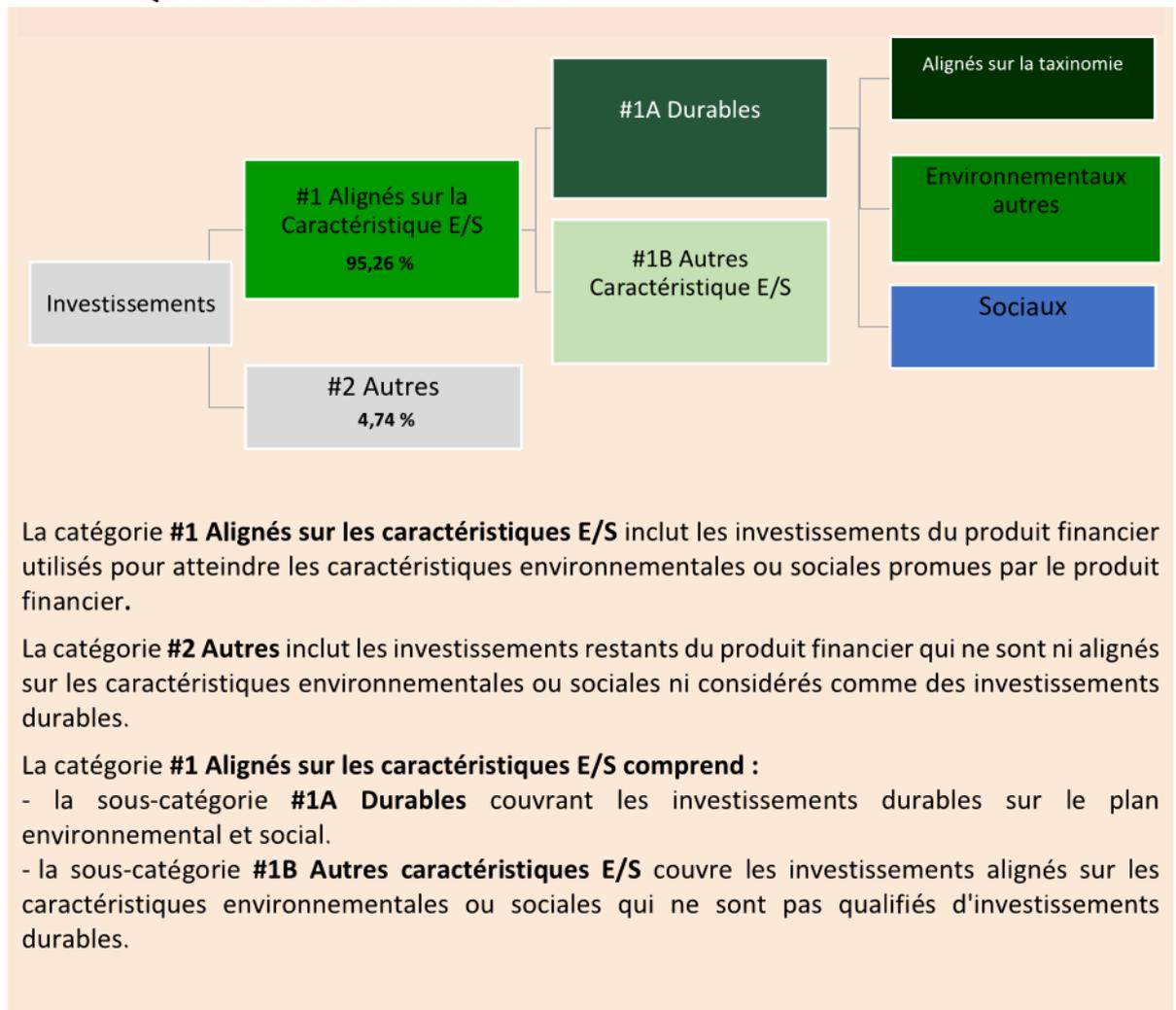
01/29		hypothécaires		
CMARK 3.111% 02/29	Sécurisé	Actifs hypothécaires	France	2,57 %
CMCICB 3.125% 02/33 EMTN	Sécurisé	Actifs hypothécaires	France	2,55 %
RABOBK 2.875% 01/33 EMTN	Sécurisé	Actifs hypothécaires	Pays-Bas	2,53 %



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Secteur	Sous-Secteur	% d'actifs
---------	--------------	------------

<i>Sécurisé</i>	<i>Actifs hypothécaires</i>	<i>37,22 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Biens de Consommation de Base</i>	<i>10,15 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Consommation Discrétionnaire</i>	<i>8,90 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Transport</i>	<i>7,39 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Électricité</i>	<i>5,70 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Biens d'équipement</i>	<i>5,64 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Fonds de placement immobilier (FPI)</i>	<i>5,42 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Gaz naturel</i>	<i>4,49 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Énergie</i>	<i>3,68 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Communications</i>	<i>2,54 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Technologie</i>	<i>1,82 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Industrie de base</i>	<i>1,57 %</i>
<i>Corporates</i>	<i>Autres institutions financières</i>	<i>1,39 %</i>
<i>Finance</i>	<i>Fonds</i>	<i>0,81 %</i>
<i>Autres</i>	<i>Autres</i>	<i>-0,24 %</i>
<i>Liquidités</i>	<i>Liquidités</i>	<i>3,51 %</i>

Les activités alignées sur la taxinomie sont



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

exprimées en pourcentage:
- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte ;
- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

Le fonds promeut à la fois des caractéristiques environnementales et sociales. Bien que le fonds ne s'engage pas à réaliser des investissements alignés sur la taxinomie de l'UE, il a investi 7,32 % dans des investissements durables alignés sur la taxinomie de l'UE au cours de la période examinée. Ces investissements ont contribué aux objectifs d'atténuation du changement climatique de la taxinomie de l'UE.

L'alignement des sociétés bénéficiaires des investissements sur les objectifs susmentionnés de la taxinomie de l'UE est mesuré à l'aide des données relatives au chiffre d'affaires (ou aux recettes) et/ou à l'utilisation du produit des obligations vertes.

Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

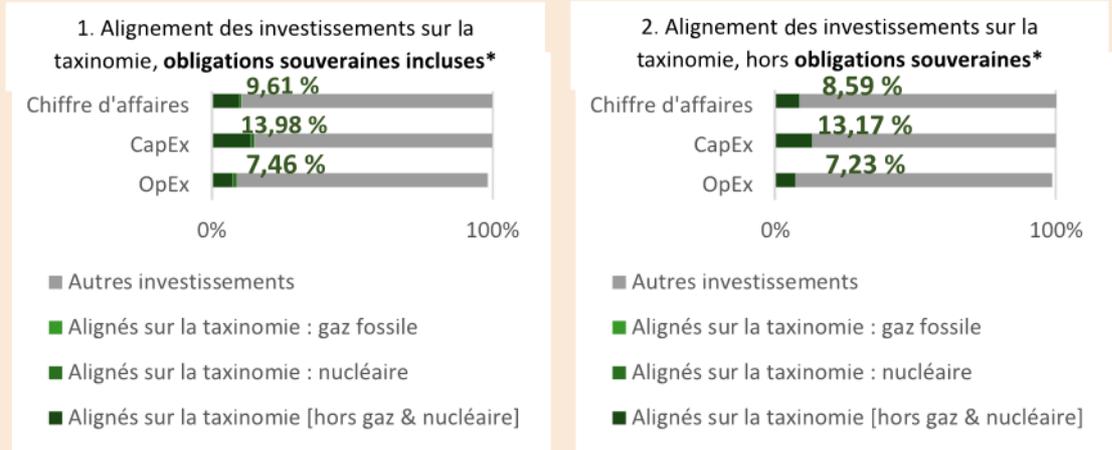
● **Le produit financier investit-il dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE¹?**

Oui:
 Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
 Non

Des données fiables concernant l'alignement à la taxonomie européenne pour le gaz fossile et l'énergie nucléaire n'étaient pas disponibles au cours de la période.

¹ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique («atténuation du changement climatique») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant aux meilleures performances réalisables.

● **Quelle était la part des investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?**

Au 31/12/2024, en utilisant comme indicateur les données relatives au chiffre d'affaires et/ou à l'utilisation des produits des obligations vertes, la part des investissements du fonds dans les activités transitoires était de 0,92 % et la part des investissements dans les activités habilitantes était de 1,35 %. Le pourcentage d'alignement des investissements du fonds sur la taxinomie de l'UE n'a pas été vérifié par les auditeurs du fonds ou par un tiers.

● **Où se situe le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE par rapport aux périodes de référence précédentes?**

A la fin de la période précédente le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie était de 3.93%



Le



Quelle était la part d'investissements durables ayant un objectif environnemental non alignés sur la taxinomie de l'UE?

symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (UE) 2020/852.

Le produit ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables avec un objectif environnemental.



Quelle était la part d'investissements durables sur le plan social?

Le produit ne s'engage pas sur une part minimale d'investissements durables sur le plan social.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les liquidités et ou autres instruments détenus afin de gérer la liquidité et les risques du portefeuille ont été inclus dans la catégorie « #2 Autres ». Pour les obligations et les actions non notées, des garanties environnementales et sociales minimales sont en place via un filtrage des controverses par rapport aux principes du Pacte mondial des Nations Unies. Les instruments non couverts par une analyse ESG peuvent également inclure des titres pour lesquels les données nécessaires à la mesure de l'atteinte des caractéristiques environnementales ou sociales n'étaient pas disponibles. Par ailleurs, des garanties environnementales ou sociales minimales n'ont pas été définies.



Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence?

Des indicateurs de durabilité sont mis à disposition dans le système de gestion de portefeuille, permettant aux gérants d'évaluer instantanément l'impact de leurs décisions d'investissement sur le portefeuille.

Ces indicateurs sont intégrés dans le cadre du contrôle d'Amundi, les responsabilités étant réparties entre le premier niveau de contrôle effectué par les équipes d'investissement elles-mêmes et le second niveau de contrôle effectué par les équipes de risque, qui surveillent en permanence la conformité aux caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit.

En outre, la politique d'investissement responsable d'Amundi définit une approche active de l'engagement qui favorise le dialogue avec les entreprises bénéficiaires des investissements, y compris celles de ce portefeuille. Le rapport annuel d'engagement, disponible sur <https://legroupe.Amundi.com/documentation-esg>, fournit des informations détaillées sur cet engagement et ses résultats.



Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- **En quoi l'indice de référence diffère-t-il d'un indice de marché large?**

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

Les indices de référence sont des indices permettant de mesurer si le

produit financier
atteint les
caractéristiques
environnemental
es ou sociales
qu'il promeut.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large?***

Ce produit n'a pas d'indice de référence ESG.

MENTIONS LÉGALES

Amundi Asset Management

Siège social : 91-93 boulevard Pasteur - 75015 Paris - France.

Adresse postale : 91-93 boulevard Pasteur CS21564 75730 Paris Cedex 15 - France.

Tél. +33 (0)1 76 33 30 30- amundi.com

Société par Actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555 euros - Société de Gestion de Portefeuille agréée par l'AMF sous le numéro GP 04 000 036.

Siren : 437 574 452 RCS Paris - Siret : 43757445200029 - Code APE : 6630 Z - N° Identification

TVA : FR58437574452.

Amundi
Investment Solutions

La confiance, ça se mérite